la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE

Bonaparte ou Boulanger ?

La 3me unité syndicale ?

par Pierre MONATTE

Vers quelles convulsions ?

par Robert LOUZON

Propositions hérétiques

par Jean DUPERRAY

Avec Michel Aflak, tête pensante de l'arabisme moderne

par L'ITINERANT

N° 428 — Nouvelle Série, N° 127 MAI 1958 — PRIX : 120 francs

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire (mensuelle)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE - ALGERIE - COLONIES

Six mois .... 700 fr.
Un an .... 1.200 fr.

EXTERIEUR

Six mois .... 800 fr.
Un an .... 1.500 fr.

Le numéro : 120 francs.

ADRESSER LA CORRESPONDANCE

concernant la Rédaction et l'Administration à la

Révolution prolétarienne
14, rue de Tracy — PARIS (2e)
Téléphone : CENtral 17-08

PERMANENCE

Les jeudis de 18 h. à 19 h.
Les samedis de 17 h. à 19 h.

UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS

notre compte chèques postaux

Révolution prolétarienne 734-99 Paris

Sommaire du N° 428 - Mai 1958

ENTRE NOUS

Les événements qui se produisent prouvent une fois de plus l'insuffisance des syndicats libres. Faut-il rappeler qu'en 1934, tous les démocrates apeurés, au lendemain des émeutes du 6 février, se tournaient du côté de la C.G.T... cependant peu dynamique ? Aujourd'hui la C.G.T. stalinisée est incapable d'organiser une action sérieuse contre la guerre d'Algérie. On sait quel fut le bluff des manifestations organisées contre la « sale guerre » d'Indochine, contre l'Alliance atlantique.

Et même lorsqu'elle semble s'agiter pour la défense des « libertés républicaines », on ne peut oublier que la C.G.T. ne fait que servir les desseins d'un gouvernement totalitaire étranger, sans que ses adhérents soient même informés sur l'objectif réel.

Il nous plait de constater qu'il n'en est pas ainsi à F.O., à la Fédération autonome de l'Education Nationale... ni même à la C.F.T.C. Il y a des discussions. Il y a des conclusions quelquefois imprévues. Même s'il ne s'en dégage pas souvent une volonté d'action : l'inquiétude, les tendances et les préoccupations des militants transparaissent toujours. La contradiction est toujours une preuve de santé. Elle serait plus nourrie et donc plus fructueuse, si elle était alimentée par des études sérieuses qui ne soient pas provoquées seulement par l'actualité immédiate, qui fassent mûrir des idées solides et claires.

C'est à cela que tend tout notre effort. En lisant certaines résolutions du Comité confédéral F.O., de l'Union des syndicats parisiens F.O., nous retrouvons des formules développées dans nos colonnes. Nous n'aurons pas l'outrecuidance de nous en attribuer le mérite. Nous savons simplement que nous sommes lus et compris par des responsables, même lorsqu'ils ne veulent l'avouer. Mais ce qui est le plus édifiant, c'est que même sans communication directe, il y a accord implicite entre nos préoccupations et celles de la plupart des militants responsables.

Alors, nous pouvons accueillir avec quelque patience les propos qui ironisent sur notre ouvriérisme et dénient la qualité d'ouvriers aux rédacteurs de la « R. P. ».

Nous n'avons jamais cédé à cette démagogie roublarde qui couvre le prolétaire de fleurs artificielles. Nous n'avons jamais dit que toutes les vertus et tous les espoirs étaient portés par la classe ouvrière. Nous disons simplement que la classe ouvrière doit trouver en elle-même les vertus qui lui sont propres et concevoir des espoirs qu'elle puisse réaliser seule, par ses propres forces. Nous disons aussi qu'il n'est pas hors de la classe ouvrière de force capable d'imposer le vrai socialisme ou de sauver la Liberté et la Paix. Jamais nous ne nous sommes posés en prophètes, en interprètes qualifiés des volontés ouvrières.

Mais parce que la fidélité à la classe ouvrière est le seul bien qui nous unisse, tout ce que nous disons, écrivons, tentons ne peut avoir d'autre objet que de servir la classe ouvrière.

Ce qui nous mène à deux conclusions pratiques :

1) Nécessité d'entendre directement les représentants des organisations ouvrières libres. Reconstituer, avec l'aide de l'Union des Syndicalistes, un réseau de correspondants dans toutes les régions, dans toutes les industries. Que les candidats se présentent d'eux-mêmes. Que nos amis cherchent les responsables, trop occupés, les sans-galons trop timides pour nous répondre ;

2) Nécessité primordiale de diffuser la « R. P. » parmi tous les militants ouvriers. Nécessité aussi d'une documentation plus profonde. Sur la planchette à livres du militant : le livre de Monatte évidemment : Trois scissions syndicales... mais aussi la dernière brochure de l'Union : « Est-ce que le Bâtiment va ? »

3) Nécessité de chercher les questions dont la discussion provoque le choc psychologique. C'est peut-être l'essentiel de la propagande pour l'Unité syndicale. Pourquoi ne pas reprendre aussi la formule du Plan de paix lancée par le C.I.O. il y a près de dix ans ? Et le problème de l'expansion liée à la revalorisation du travail par la diminution de la journée de travail ? Non des slogans. Des sujets de débats qui réveillent l'opinion ouvrière.

BONAPARTE OU BOULANGER ?

Notre numéro est bouclé le 13 mai. Mais les informations sensationnelles de ce jour nous obligent à exprimer rapidement nos premières impressions.

L'agitation algéroise a-t-elle atteint son point culminant ? Sommes-nous en présence d'un geste de désespoir des Français d'Algérie ou, au contraire, d'une action préméditée, d'une dramatique mise en scène dont les animateurs ne seraient ni les vedettes, ni les figurants ? Veut-on prouver que l'affaire algérienne ne sera réglée qu'à Alger, par Alger, Paris ne pouvant que se soumettre ou se démettre ? Ou bien a-t-on voulu provoquer à Alger une action préparée à Paris et qui s'achèvera à Paris ?

Ceux qui incriminent l'instabilité ministérielle, la carence de l'Etat français confondent l'effet et la cause. Ce n'est pas cette instabilité qui a déterminé la crise algérienne. C'est la crise algérienne, et peut-être les prodromes de la crise financière, économique et sociale qui provoquent la fuite des politiciens devant les responsabilités. Si la classe ouvrière est — hélas ! — passive, la bourgeoisie n'a pas surmonté ses contradictions internes : intérêts et appétits, ambitions et privilèges s'opposent et tendent à s'incarner en un chef providentiel dont on utilisera le sabre, en tenant le fourreau...

Que l'armée garde un tel prestige, semble une bouffonnerie. Les technocrates, après tout, peuvent justifier leurs prétentions par d'indiscutables succès et performances. Les généraux et les amiraux n'ont prouvé depuis vingt ans que leur virtuosité dans l'intrigue, et leur faculté remarquable à inventer des traîtres pour expliquer leurs défaites.

En l'occurrence sommes-nous en présence d'un nouveau Bonaparte ou, plus probablement, d'un Boulanger ? Nous ne tarderons pas à le savoir.

Les Français d'Algérie, eux, savent ce qu'ils veulent. Ils ont mené avec ténacité une politique paralysant tout essai de réforme du régime colonial. On peut risquer gros quand on craint de tout perdre. Et ce sont bien là les éléments d'un fascisme, c'est-à-dire une troupe prête à se mettre au service de qui lui rendra la sécurité. Ceux qui la recrutent actuellement sont décidés à tout pour conserver leurs privilèges... ou à les abandonner (et leur troupe avec) au prix fort.

Nous parlons clairement. Nous sommes solidaires du peuple algérien. Nous le sommes aussi des **travailleurs** européens d'Algérie. Nous ne le sommes pas plus du gouvernement français que du F.L.N. qui, hélas ! veut se montrer capable de gouverner, en appliquant la formule : la fin justifie les moyens et en déguisant les bourreaux en juges. Certes, ceux qui ont pris l'atroce responsabilité des exécutions n'ont pas à s'étonner — encore moins à s'indigner — des représailles annoncées. Nous attendions cependant du F.L.N. non qu'il se justifie par la force, mais qu'il justifie la révolution par la justice. Quel qu'il soit, il représente la révolution algérienne et son écrasement serait la victoire de la pire des réactions !

Nous ne lançons pas de mots d'ordre. Nous n'en avons pas le droit. Et il nous paraîtrait insensé d'en appeler à des formations politiques qui ont prouvé leur malfaisance et leur incapacité.

Mais les syndicats libres existent nationalement. Nous pensons à la C.G.T.-F.O., à la Fédération de l'Education Nationale, aux syndicats autonomes, à la C.N.T., même à la C.F.T.C. Qu'ils s'associent. La C.G.T. suivra... ou se discréditera.

La classe ouvrière ne peut opposer à des aventures réactionnaires que l'action directe sur son terrain propre.

LA 3me UNITÉ SYNDICALE ?

Il faut que je réponde à quelques points du dernier article de Guilloré sur mon petit bouquin. Pas pour le remercier de ses compliments. N'en abusons pas entre nous.

Mais il m'a paru traduire un état d'esprit assez généralisé : la peur que la troisième Unité syndicale ressemble aux deux premières, qu'elle soit refaite par les Staliniens et à leur bénéfice. Donc au désavantage certain de la classe ouvrière et du véritable syndicalisme.

Je me garderai bien de prétendre que c'est impossible. Cette hypothèse ne peut être écartée. Il faut la retenir, mais sans se laisser décourager par elle.

Pourquoi les véritables partisans de l'unité sont-ils si lents à se rassembler et pourquoi ceux qui se rassemblent semblent-ils minés par le scepticisme ? L'Union des Syndicalistes me semble plus ou moins minée par ce mal. Le mouvement parti de la déclaration des Trois se développe certainement, mais je cherche vainement dans ses rangs les éléments du Bâtiment, des Métaux, du Textile, des Mines, surtout ceux qui appartiennent à des organisations relevant de la C.G.T. Il n'y a guère encore que le Livre qui ait été accroché par l'appel des Trois Ce n'est pas rien sans doute. Mais j'aimerais bien voir se ressaisir les Métaux et les Cheminots. C'est impossible ? Non, c'est simplement difficile. Raison de plus pour en mettre un coup ; pour ne pas rester chez soi quand il y a possibilité de se faire entendre quelque part. Par exemple les Typos parisiens ne se font pas représenter au Congrès confédéral. Ils ont laissé Pastre affronter seul l'hostilité stalinienne. Pourtant ils auraient pu y faire œuvre utile, tant au point de vue confédéral qu'au point de vue fédéral. On ne se fait plus représenter non plus à l'Union départementale. Dans la période actuelle de basses eaux, c'est explicable. On n'aime pas perdre son temps et peut-être, pire, s'exposer aux attaques. Mais ce n'est pas ainsi qu'on obligera les autres, ceux d'entre les autres qui en sont capables, à réfléchir. Ce n'est pas ainsi qu'on avancera, qu'on refera une opinion publique ouvrière, qu'on redonnera confiance dans le syndicalisme. Il faut que les militants, dès aujourd'hui, sachent braver les difficultés, les injures et même les coups au besoin. Les militants existent certainement. Malheureusement ils ont perdu confiance en eux-mêmes. On ne me fera pas croire que chez les Mineurs du Pas-de-Calais ou chez les Métaux et les Tisseurs du Nord la race en soit morte. Qu'il n'y en ait plus à Lyon ou à Marseille, à Nancy ou à Besançon, à Bordeaux, à Limoges ou à Clermont. Et dans tant d'autres petits ou grands centres ouvriers. La troisième réunification syndicale ne ressemblera pas aux deux premières qu'à une condition, c'est que le mouvement aura dégagé la cuisante leçon d'une unité réalisée deux fois par des gens qui ne croyaient pas plus en elle que dans le syndicalisme, question de découragement à surmonter. Question de rassemblement à effectuer. Question de génération à former.

J'ai l'air de compter surtout sur les anciens militants. Je compte davantage pourtant sur les jeunes. Il n'est pas possible qu'ils trouvent ragoûtante la cuisine syndicale stalinienne, ni la réformiste à sauces différentes.

Il ne faut pas isoler l'unité syndicale, il faut la regarder en plein milieu de la vie syndicale. Isolée, elle ne peut donner qu'un corps sec et fragile. Pour qu'elle soit vraiment elle-même, elle implique non seulement un changement au sommet, mais un élan par tout le corps, électrisant l'ensemble des syndiqués, des syndicats, des fédérations, des U.D. C'est alors qu'il y aura un véritable changement au sommet, qu'une nouvelle vie confédérale commencera. La classe ouvrière se sentira identifiée à la C.G.T.

Guilloré se trompe quand il écrit que « la scission ne serait [pour moi] qu'une conséquence de la stratégie internationale ; l'unité, au contraire, serait toujours le résultat d'un mouvement spontané de la classe ouvrière ; celle-ci subirait la scission, mais imposerait l'unité ». Je me suis sans doute mal expliqué et bien mal fait comprendre. Ce que je pense en réalité, c'est que la scission est ordinairement provoquée par quelque grand cataclysme. L'organisation centrale ouvrière est renversée, brisée en morceaux. Mais la classe ouvrière retrouvant peu à peu ses forces tente de se redresser et d'imposer l'unité. Elle y parvient plus ou moins péniblement. Il arrive qu'au moment d'y parvenir le résultat soit comme escroqué. C'est que les véritables partisans de l'unité ont manqué de vigilance. De clairvoyance aussi peut-être. C'est ce qui s'est produit déjà deux fois. Veillons à ce que cela ne survienne pas une troisième fois.

Evidemment, les manœuvres staliniennes ne manqueront pas plus demain qu'hier et avant-hier. Il y faudra faire face, alors qu'hier on s'est croisé les bras. Personne ne nous a aidés à dénoncer les grèves Molotov en 47 et 48. Nous exagérions, paraît-il. Que recueillent donc dans leurs sempiternelles tournées dans le monde les brillants esprits qui dominent à F.O. ou à la C.F. T.C.. Et tous ces militants ouvriers américains qui voyagent sans arrêt ? On est amené à se le demander quand on lit aujourd'hui les souvenirs publiés par Eugenio Reale, l'ancien dirigeant du parti italien, sur la réunion constitutive du Kominform en septembre 1947. Jdanov ordonnait alors de mener par tous les moyens et avec la plus grande énergie la lutte contre le plan Marshall. Et Kardelj, le Yougoslave, de répondre que les partis communistes occidentaux n'avaient aucun intérêt à soutenir les efforts de reconstruction industrielle de leur pays respectif. Et Farkas, le Hongrois, qu'il fallait opposer le maximum d'obstacles à l'aide américaine aux pays ruinés par la guerre. Et Anna Pauker de surenchérir. Et Jacques Duclos de confesser ses erreurs et de promettre de les corriger.

Elles étaient promptement corrigées. Frachon se mettait à l'œuvre. De là les grèves Molotov. Ce que nous avions exactement déduit, de notre pauvre coin, les grands voyageurs à la Jouhaux n'en avaient pas eu la moindre idée.

Pourtant il ne manque pas de gens pour penser que nos conceptions ne sont plus à la mesure des conditions économiques présentes. Les totalitaires staliniens y correspondent sans doute. Ainsi que les réformistes de 58 accrochés au rocher de l'Etat à la façon des moules.

A leur avis nous aurions tort de croire à la capacité du prolétariat actuel. L'ouvrier d'hier était forcé d'être intelligent. Celui d'aujourd'hui serait par nature un robot. Hier, tous n'étaient

pas intelligents ; tous ne sont pas abrutis aujourd'hui. La dose générale de bon sens n'a pas tellement varié. Le machinisme, s'il crée une certaine docilité, exige en même temps un effort de compréhension. Ce qui manque le plus, c'est la confiance dans l'utilité d'un effort, c'est le désir de prendre en mains certaines responsabilités. Deux guerres ont écrasé l'homme. Il se sentait auparavant capable de lutter contre le carnage et la tyrannie, de faire un monde raisonnable. Des ouvriers de tous les pays seraient capables de s'unir. Ils ne l'ont pas pu, ils ne l'ont pas su. Le socialisme, qui devait le leur apprendre, a-t-il bien rempli sa tâche ? Et par socialisme je comprends en premier lieu le mouvement syndical.

La capacité du prolétariat, comme elle pourrait s'affirmer et se développer si les syndicats voulaient s'y attacher, s'ils étaient plus ambitieux, de la section d'usine à la C.G.T., du bas en haut de l'organisation. Divers camarades ont qualifié le communisme de socialisme par en haut. C'est trop vrai. Les plans de tous genres ont supprimé l'effort et l'initiative en bas. Sans parler de l'erreur capitale par laquelle le socialisme dans les pays sous-développés, en Russie d'abord, a confondu la révolution industrielle avec la révolution sociale, a réalisé l'une en sacrifiant l'autre.

La volonté révolutionnaire du prolétariat n'existerait plus. Alors comment expliquer l'importance prise dans notre pays par le parti stalinien ? D'où vient sa force ? Sinon par la ruée des jeunes qui vient battre sa porte d'année en année. Une génération après l'autre a le sentiment plus ou moins vif que sa volonté a été escroquée, mais nous ne savons pas le lui démontrer, et elle s'en va pêcher à la ligne après avoir payé sa cotisation à Frachon et voté pour Thorez. Mais la génération suivante court à la même déception, à la même escroquerie. Et nous restons inactifs et impuissants. Une C.G.T. unifiée, consciente de sa tâche et de son devoir, chercherait et trouverait les moyens de remédier à cela.

La croissance indéfinie du prolétariat, la formation au sein de la société capitaliste d'une vaste force chaque jour plus consciente de sa situation inférieure, sinon misérable, et résolue à s'émanciper, n'existerait plus. Une classe moyenne salariée serait apparue depuis quelques dizaines d'années. Finis les grands besoins, les grands espoirs, le prolétariat aurait renoncé à la lutte et à la révolution. Ceux qui auraient dû le mener au combat se vouent à l'embourgeoisement.

Pour penser cela il faut oublier quelles déceptions terribles nous venons de vivre, au tout premier rang la déception russe. Mais si demain les ouvriers russes secouaient leur totalitarisme? S'ils nous donnaient dix journées nouvelles ébranlant une nouvelle fois le monde ?

Je connais le mot de Koestler, suivant lequel toute révolte ouvrière russe équivaudrait à un suicide, en raison du perfectionnement policier du totalitarisme stalinien. Cela a été vrai hier ; c'est encore vrai en partie aujourd'hui ! c'est de moins en moins vrai d'année en année. Dans la mesure où mûrit la conscience des paysans et des ouvriers russes. Dans la mesure aussi où par le monde le syndicalisme retrouvera sa foi révolutionnaire.

Il ne la retrouvera pas d'un coup et partout à la fois. Il la retrouvera par étapes. Si nous étions capables en France de réaliser notre troisième unité syndicale, dans l'esprit de la Charte d'Amiens, ne crois-tu pas, Guilloré, que nous marquerions une de ces étapes ?

Pierre MONATTE.

Propos du Premier Mai

Mes propos du mois dernier furent écrits le 1er avril, jour de grandes manifestations syndicales dans les services publics.

Qu'aurais-je pu écrire le 1er Mai ? L'histoire de cette journée qui débute sous les gibets des martyrs de Chicago et mène au défilé cadencé des régiments soviétiques sur la place Rouge de Moscou doit-elle être close ? Cela suffirait à notre édification. L'action directe menée par des anarchistes américains en 1886, par les syndicalistes révolutionnaires français en 1906 n'a pas abouti à une fin révolutionnaire. La Révolution a été défigurée, déshonorée, bafouée par le socialisme d'Etat sous sa forme la plus tyrannique. Et la parade de Moscou symbolise cette déchéance.

En France, nous n'en sommes pas là. On célèbre la fête du Travail... ou plutôt on se délasse en profitant du chômage légal. Il y aurait cependant, si l'on ne peut plus ou ne veut plus manifester contre le régime et la loi, l'occasion de solennités, dignes de celles où l'Eglise médiévale mariait la foi rédemptrice aux allégories populaires. La sanctification des martyrs, l'évocation de ceux qui ont triomphé en se sacrifiant, l'examen de conscience collectif... puis la renaissance de l'espoir... spontané, naturel, embaumant toute l'année par son parfum d'un jour... tel le muguet du printemps victorieux.

Glorifier le Travail... c'est, sous une forme concrète, revaloriser **l'heure de travail**, donc diminuer le nombre d'heures.

Noël Sinot, dans **Force Ouvrière** du 17 avril, justifie la grève des mineurs du 12 avril qui avait pour objet de sauvegarder le principe général de variations du salaire, fonction de l'indice du coût de la vie et de l'augmentation de la production (même ici de la productivité. Le rendement de l'ouvrier montant de 982 en 1929 à 1.700 en 1958).

Mais pourquoi ne pas s'accrocher dans l'immédiat à la réduction graduelle de la durée du travail amenant pas étapes à la semaine des 40 heures ?

Je n'ai pas l'habitude de jouer au stratège pour Café du Commerce. Il ne m'appartient pas de critiquer l'action des militants du Sous-Sol. Mais il m'appartient de dénoncer l'aberration dont ils sont, une fois de plus, victimes.

A ceux qui opposent les servitudes de la concurrence au retour des quarante heures, rappelons ces deux faits indiscutables :

1) **Depuis l'antiquité, les progrès techniques sont en raison directe de la diminution du temps de travail.**

2) **Aux Etats-Unis, dix-huit millions de travailleurs pour 40 heures de travail moyen hebdomadaire produisent un tiers de plus que trente et un millions de travailleurs européens pour 46 heures.**

SIRIUS DIRIGE « LE MONDE » !

Il ne suffit pas à M. Beuve-Méry de diriger **le Monde**. Il lui faut encore annexer une étoile, et c'est sous le titre de Sirius qu'il livre à son public le fruit de ses méditations.

De bons camarades sont heureux d'avoir découvert à la place du **Temps** perdu à droite, un **Monde** orienté à gauche. D'autres s'étonnent des complaisances de ce grand journal bourgeois pour les thèses soviétiques. Il n'est guère facile de fixer son jugement. L'alternance d'articles divergents prouverait l'impartialité. Mais si l'information est en général complète, la tendance transparaît dans les caractères typographiques.

Le filet en gras encadré pour les brimades infligées à un étudiant noir dans une université américaine. Quelques lignes perdues, invisibles à l'œil nu,

pour des exécutions de « contre-révolutionnaires » (! ?) en Hongrie.

M. Sirius-Beuve-Méry donne le ton. Une lecture rapide de ses articles flatte le bon sens. Quelque chose d'équitable, de mesuré et de sincère. Pas de parti-pris philo ou antiaméricain. Même de clairvoyantes observations sur l'Algérie. Il faut quelque tenace malveillance pour déceler quelques taches suspectes.

Ainsi celui qui dirige **le Monde** dénonce-t-il avec raison la criminelle trahison des nationalistes qui, par peur de la Russie soviétique, ont entamé la collaboration avec l'Allemagne hitlérienne. Il ne dit rien des nationalistes franco-russes qui, par fidélité soviétique, ont approuvé l'alliance de la Russie stalinienne avec l'Allemagne hitlérienne.

Il y a mieux... bien mieux, même. De Sirius, on peut négliger les accidents terrestres et temporels. Mais alors il faut se garder des précisions surprenantes. Ne pas, en localisant sa vision rétrospective sur 1934, **« opposer le 12 février communiste... au 6 février des « ligues »...** alors que le 6 février 1934 vit les staliniens mêlés aux fascistes, place de la Concorde, et **que la grève générale du 12 février fut décidée par la C.G.T. sur laquelle, à cette époque, les communistes n'exerçaient aucune influence.** Ne pas simplifier l'histoire en écrivant que le Front Populaire de 1936 fut la réplique au gouvernement réactionnaire de Pierre Laval, alors que le Rassemblement Populaire se constitua dès 1934, sous le gouvernement d'Union nationale de Gaston Doumergue auquel succédèrent dans l'ordre les gouvernements d'Union nationale de Flandin et de Laval, puis le gouvernement radical d'Albert Sarraut, enfin le gouvernement Blum, celui-ci après la victoire électorale du Rassemblement Populaire.

Sirius, dans sa rétrospective de politique étrangère, ne condamne pas le plan Marshall, mais insinue que le Pacte atlantique nous subordonne aux Etats-Unis. C'est aujourd'hui une de ces vérités premières que nul n'ose contester. Cela dispense de la démontrer. Il est vrai que la France n'a jamais pu s'opposer franchement aux Etats-Unis... pas plus qu'à l'U.R.S.S. d'ailleurs. Mais il est également vrai que les Etats-Unis, dans la politique stupido-colonialiste de la France en Indochine et en Afrique du Nord, ne portent que la responsabilité d'avoir laissé faire... d'avoir subi le fait accompli. Il s'agit de simple loyauté. On ne peut guère aprouver le jeu américain dans le Proche-Orient. Mais il faut éclairer la tendance. Les échecs de Washington peuvent être expliqués par le mépris des revendications arabes, ou par le mépris des résistances franco-anglaises (surtout françaises) aux revendications arabes. Qui veut simplement étayer son parti-pris antiaméricain peut se balancer entre ces deux points d'appui. Mais cette acrobatie n'est pas digne de la sérénité sirusienne.

De même si l'on veut opposer l' « austérité anglaise » à la « facilité française », il faut rappeler loyalement que celle-là a bénéficié des dons Marshall plus que celle-ci... **même sous le gouvernement travailliste.**

Sous la hache de l'histoire !

La **Tribune ouvrière** (mars 1958), organe du petit groupe de la Régie Renault qui se déclare pour l'organisation ouvrière et révolutionnaire, hors des syndicats existants, publie la lettre d'un camarade en désaccord avec ses rédacteurs, qui estime, lui, qu'il ne s'agit pas **« de diriger dans le présent les luttes économiques des travailleurs »**, mais de développer l'idéologie prolétarienne et d'attendre que la crise sociale du régime justifie **« la formation du parti de la classe ouvrière »**, la **« vérification du programme communiste »** par son acceptation ou son refus par les travailleurs eux-mêmes.

Il n'est guère facile de déceler des idées claires dans ce « métafouillis ».

Ce serait dans les syndicats que **« l'on remplacerait la lutte des classes par la soumission à la collaboration des classes »** (la Patrie, la Résistance, la reconstruction, la lutte pour la démocratie, autant de formules couramment employées).

Une phrase mirobolante : **donner un caractère révolutionnaire au syndicat, « c'est, à mon sens, diminuer la mission historique du prolétariat ».**

Une affirmation singulièrement édifiante : **les révolutionnaires ont souvent dans le passé combattu l'idéologie syndicaliste.**

Un verdict digne de Fouquier-Tinville et de Vichinsky : **la théorie de la spontanéité de la classe ouvrière a déjà été tranchée par la hache de l'histoire.**

Dire que ce bon copain doit se regarder comme un prophète, parce qu'il a appris par cœur des phrases de Jules Guesde, de Bebel et de Lénine. Ce sont, en effet, ces maîtres « marxistes » qui ont nié aux syndicats toute valeur révolutionnaire. La hache de l'histoire, c'est tout simplement le dogme social-démocrate et bolcheviste.

L'Histoire a posé sa hache pour nous présenter quelques dalles du Panthéon marxiste. L'héritage de Jules Guesde, c'est la participation au gouvernement d'Union sacrée en 1914. L'héritage de Bebel, c'est la faillite de la Social-démocratie allemande. L'héritage de Lénine, c'est Staline et... Khrouchtchev.

Quant à la spontanéité ouvrière représentée par le syndicalisme, elle n'a évidemment pas provoqué la révolution, mais elle a assuré des conquêtes — qu'aucun homme de bonne foi ne peut nier — et la liberté relative du mouvement ouvrier.

Si elle a été stoppée, si l'on a oublié l'impératif de la lutte des classes, c'est justement parce que les partis dits « ouvriers » ont imposé les mots d'ordre — énoncés par les copains — auxquels les syndicats ont tort de se soumettre mais qui ne sont pas nés dans leur sein.

De tels débats n'ont que le mérite de nous rajeunir quelque peu. On attend des rédacteurs de la **Tribune ouvrière** — si méprisants pour nous — qu'ils nous démontrent, par des résultats concrets (chez Renault d'abord) l'efficacité de leurs idées. Ce sera plus utile que de véhiculer tout ce « clinquant déteint ».

Du parti internationaliste !...

— Alors tu recommences avec ta propagande philo-américaine ? Tu trouves que les complaisances de la « R.P. » pour le « parti américain » n'ont pas suffisamment irrité nos meilleurs amis ?

— Je ne recommence pas. Je continue. Et avec un entêtement que rien ne peut ébranler. Je répète que le parti-pris anti-américain exprime ou les pires aberrations de la logique formelle (U.S.A. = capitalisme ; U.R.S.S. = socialisme)... ou les plus sordides sollicitations... déçues (les dollars... que je n'ai pu ramasser sont bons... pour des goujats !)... ou les plus stupides préjugés nationalo-réactionnaires souvent coiffés d'un bonnet rouge naphtaliné...

Parti américain ? Non. Là encore, Monatte avait raison. Parti internationaliste. Car c'est bien l'internationalisme ouvrier que les « révolutionnaires » (! ?) anti-américains mettent en pièces.

Mon vieil ami Marceau Pivert (1), dans son organe **Correspondance socialiste internationale** — d'une documentation riche et instructive — se signale toujours par le même défaut (jeune... donc sympathique),

(1) On me dit que sa santé a été encore atteinte par l'excès de travail et d'activité. J'espère fortement que ces lignes ne lui rappelleront qu'un mauvais souvenir.

celui d'inclure les faits à coups de poing dans le système de la « dialectique révolutionnaire ». Mais s'il emploie le terme américain pour qualifier le programme de Walter Reuther, il parle des maîtres de la finance, des grands pétroliers, des monopoles internationaux sans les intégrer dans une nation. Il a raison, et la discussion reste profitable.

L'est-elle encore avec André Lafond qui, délégué officiel du bureau confédéral F.O. au congrès de l'Union départementale d'Indre-et-Loire (« F.O. » du 8-5-58) y a « **stigmatisé l'action de la C.I.S.L., préconisé une politique commune avec les centrales syndicales libres des pays de l'Europe occidentale** ».

Deux affirmations que se complètent. L'accord des centrales européennes corollaire de la condamnation de la C.I.S.L., c'est l'Internationale amputée des organisations américaines, africaines et asiatiques.

Cette position de Lafond n'est pas nouvelle. Ce qui est grave, c'est qu'elle séduit les syndicalistes les plus fermes. La légitime défense des syndicats algériens messalistes explique ce concert spontané. On est contre la C.I.S.L., qui a choisi les syndicats subordonnés au F.L.N. Sans doute, y a-t-il là une erreur grave, également explicable par la situation en Algérie. Nous aurons l'occasion d'en reparler en utilisant une intéressante correspondance échangée entre socialistes de gauche, américains et belges.

Nous avons dit, entièrement d'accord avec Guilloré, qu'il fallait reposer la question et ne pas rompre la solidarité qui nous lie à l'**Union syndicale des travailleurs algériens.** Mais nous sommes plus réticents lorsque l'on veut profiter de cette affaire, pour instruire le procès de la C.I.S.L. Un bon camarade trotskyste — qui ne compte pas parmi les corsaires de Khrouchtchev — invitait dernièrement dans une réunion le délégué de l'U.S.T.A. à conter ses démêlés avec le bureau de la C.I.S.L. « Ce sera réjouissant ». Et il s'en pourléchait les babines...

Réjouissant ? Certes pas. Instructif, sans doute. Mais pas tout à fait comme ils le voudraient, lui et... Lafont. J'ai reçu une lettre amicale de quelqu'un qui n'a aucun intérêt à me tromper et qui connaît bien l'Internationale de Bruxelles. Le bureaucratisme y règne. Aussi la juxtaposition d'égoïsmes nationaux. Mais ce sont justement les représentants des syndicats américains — peut-être avec quelque maladresse — qui secouent le plus énergiquement le bureaucratisme et les nationalismes.

Parti américain ? Non. Parti internationaliste ? Oui. Mais si ce sont les Américains — ce qui s'explique fort bien par l'histoire des Etats-Unis — qui manifestent les plus sérieuses tendances internationales... le parti anti-américain devient fatalement celui de la résistance à l'Internationalisme.

Cet internationalisme américain se développerait parallèlement à l'impérialisme ? Si cela était vrai, il serait encore fidèle à la marche de l'Histoire. Que nos marxistes et trotskystes relisent donc Marx et Trotsky. Que les syndicalistes méditent les propos de Griffuelhes sur le capitalisme progressif d'outre-Atlantique » (2).

Le vrai visage de l'hostilité à la Confédération internationale des syndicats libres

Mais ce parallélisme n'est formulé que par astuce polémique. Les deux forces se lancent dans le même sens, sans nul doute, seulement comme concurrents en compétition qui se heurtent lorsqu'ils lâchent les parallèles pour se rencontrer. Et si l'impérialisme gagne la course de vitesse, c'est — hélas ! — parce que l'ardeur révolutionnaire ne pousse pas le pédalier de l'internationalisme ouvrier... et même que la « phrase » révolutionnaire frotte sur les roues.

Voulez-vous voir le vrai visage du parti-pris anti-américain ? Prenez donc **l'Evolution ouvrière,** bulletin ronéotypé édité par un certain Athanase Hadji-Gavril. Ouvrière ? Bien sûr. Sans doute textes écrits par les petits-fils des « ouvriers » (?) de 1851 qui cachaient sous leurs blouses leurs uniformes d'agents de Badinguet. Ici le grand de Gaulle remplace Napoléon-le-Petit...

Mais voilà ce qu'on y trouve (numéro 4 de mai 1958) sur la C.I.S.L. :

Les U.S.A. et derrière ceux-ci les Britanniques ont lancé la C.I.S.L. pour lutter contre la F.S.M. (Fédération Syndicale Mondiale), principal instrument d'action en 1947-1950 du communisme mondial. L'action syndicaliste communiste de 1950 à nos jours a été modeste, étant dépassée par les impératifs politiques et plus particulièrement pour la lutte pour la paix, la paix soviétique bien entendu.

L'action C.I.S.L., elle, a continué mais en servant au premier chef les intérêts américains, et subsidiairement libéraux-socialistes.

Le langage employé est devenu aussi démagogique que l'était celui de la F.S.M. il y a dix ans, aussi démagogique qu'est devenu sérieux et constructif le langage communiste des dernières années.

A part les U.S.A., la Grande-Bretagne, la Scandinavie, la Belgique, la Hollande et l'Allemagne, disons en dehors des pays latins et des pays sous-développés ou nouvellement indépendants, partout les « porteurs de serviettes » ne représentent en fait qu'eux-mêmes, ou la politique que leur fait jouer la C.I.S.L.

Dans le bulletin C.I.S.L. de la première quinzaine d'avril, nous lisons des choses exprimées maladroitement et dans un style que les communistes n'auraient pas la bêtise d'employer.

Exemple : « ...le colonialisme perd du terrain... nous ne devons jamais renoncer au droit de toutes les nations de décider elles-mêmes de leurs propres destinées... »

Et au-dessus : « ...l'infâme régime franquiste n'est-il pas au pouvoir ?... » et discutant de la situation en Espagne, nous lisons la résolution suivante :

« ...La situation devient de jour en jour plus tenâue et le régime franquiste actuel approche de sa chute finale. Le manifeste adopté lance un appel en faveur de l'établissement d'un « gouvernement provisoire » non partisan, représentatif de toutes les forces démocratiques et antitotalitaires, et de la restauration du syndicalisme émancipé de la tutelle gouvernementale, etc. »

C'est-à-dire à quelques mots près de la résolution même du parti communiste espagnol, lancée juste avant les grèves de Barcelone.

...La F.S.M. ne peut mieux faire. Si, cependant : en ce qui concerne ses troupes communistes qu'elle contrôle par l'appareil jusqu'au dernier homme. alors que la C.I.S.L. ne peut conseiller que ses profiteurs de fonds.

C'est pourquoi le jeu démagogique que fait jouer le monde anglo-saxon et plus particulièrement l'Amérique à l'organisation occidentale du travail est dangereux pour eux et pour nous.

Notons que le rapprochement entre le texte antifranquiste et la résolution du parti communiste espagnol est à la fois une perfidie et une grossière falsification par amputation. C'est l'union des forces nationales espagnoles (sans même exclure les monarchistes) que voudraient préparer les post-staliniens. La C.I.S.L. envisage l'accord des forces démocratiques et antitotalitaires... ce qui exclut implicitement les monarchistes et...les post-staliniens.

Cependant on tend la bouteille aux amis égarés ou imprudents. Pas besoin d'appellation contrôlée pour déceler l'origine. Et tant pis pour ceux qui ont l'estomac assez solide et supportent cette piquette. Du terroir français ? Pourquoi pas ? Tous les marais ne sont pas asséchés sur la bonne vieille terre française. Que voulez-vous ? Je suis une petite nature. Je préfère encore le coca-cola... importé.

---

(2) Cf. « L'actualité de la Charte d'Amiens ».

L'objection de conscience incompatible avec le « pacifisme » moscovite

Louis Lecoin a publié **Liberté,** hebdomadaire consacré essentiellement à la défense de l'objection de conscience.

On sait que nous n'avons jamais caché notre admiration pour cette forme suprême du refus de la guerre. Au cours d'un meeting qui s'est tenu le 2 mai, salle de la Mutualité, un pacifiste anarchiste, Emile Bauchet, a déclaré : « **Nous ne conseillons pas l'objection de conscience : un homme qui prend une telle détermination doit vraiment le faire en connaissance de cause.** » Ce geste s'apparente, en effet, à la grève de la faim. Quelqu'un — enfermé avec nous à la prison militaire de Mayence en 1924 — avait parlé de refuser toute nourriture, à la suite de la répression d'une petite manifestation organisée le Premier Mai. On objectera que ce serait compromettre notre défense. L'un d'entre nous — nous étions très jeunes — posa la question à notre avocat et ami Maurice Paz qui ne répondit pas et nous justifia, plus tard, son silence en ce termes : on ne peut encourager la grève de la faim que par son exemple. On n'a pas le droit, entre deux repas quotidiens, d'écrire à d'autres qu'il faut jeûner jusqu'à en crever.

Paz avait raison pour la grève de la faim. Bauchet a raison pour l'objection de conscience.

Ce que nous devons entreprendre, si nous n'envisageons pas le désarmement unilatéral, c'est une action pour la libération des objecteurs et la reconnaissance légale de l'objection. Il est facile de prévoir des obligations plus lourdes à supporter que le devoir militaire et n'impliquant pas le port d'armes et d'uniformes. On pourrait généraliser par exemple le système des chantiers du **Service civil international,** où des travailleurs bénévoles ont participé depuis la fin de la guerre à l'œuvre de réparation et de reconstruction.

Je vois cependant que le **Service civil international** a profité des chantiers en Pologne et en U.R.S.S. pendant les vacances 1958. Est-il possible que des travailleurs de tous pays puissent s'associer librement — sans aucun contrôle policier — à des travailleurs polonais et russes, dans une tâche menée hors de toute tendance politique ? Si oui, c'est une expérience qui peut être édifiante et sur laquelle nous voudrions d'autres informations.

La légalisation de l'objection de conscience en les pays anglo-saxons n'est-elle pas un précédent singulièrement édifiant ? Pourquoi n'en parler que par discrète allusion ? Et même en notre France, si l'on est loin d'une telle audace, on peut encore, avec le minimum de risques, défendre les objecteurs de conscience. Sous la dictature de Khrouchtchev, n'est-il pas impossible non seulement de pratiquer l'objection de conscience, mais de parler ou d'écrire — même en conversations privées ou par lettres intimes — sur l'objection de conscience ? Impossible aussi de connaître simplement le sort des tolstoïens officiellement déclarés ?

On sait tout cela. Alors, dites-le. Comment des gens aussi sincères et aussi honnêtes que vous peuvent-ils laisser se prolonger la plus gigantesque duperie ? Jusqu'à s'écrier comme Jospin, au meeting : « **Même le parti communiste n'est pas capable de rassembler ce peuple pour la paix...** » Et personne n'a crié : tant mieux. Car ce rassemblement-là résoudrait le fameux dilemme. Ce serait la servitude dans l'immédiat... et la guerre soit pour obéir, soit pour se libérer...

Mais les slogans staliniens connaissent quelque succès. Un autre orateur a salué les jeunes qui « **refusent de servir en Algérie ou sous Speidel** ». On peut discuter de l'efficacité du premier geste. On ne peut qu'en saluer le mobile. Quant au second... il exprime le plus banal et le plus absurde des nationalismes. La campagne des post-staliniens contre Speidel n'a rien de commun avec notre vieil antimilitarisme. Elle entretient la germanophobie et sert les intérêts de la puissance la plus militariste du monde.

Enfin nous avons lu un message du professeur Massignon. Rien à en dire. C'est une solide et émouvante apologie de l'objection de conscience. Et l'on comprend le mépris du professeur pour un de ses collègues déclarant à propos de l'affaire algérienne : « **Je me satisfais de la vérité officielle.** »

A propos, quelle fut l'attitude du professeur Massignon lors de la tragédie hongroise : Ne s'est-il pas récusé... par incompétence ? Ne s'est-il pas satisfait avec la vérité officielle kadariste... et la cuvette de Ponce-Pilate ? Si non, on s'excusera sans hésitation. Si oui, on méprisera les objections de cette conscience amputée.

Mes amis libertaires me reprocheront peut-être ce qui leur apparaîtra comme des réserves et des réticences... même comme une malveillance qu'on n'ose pas formuler. C'est plus grave que cela. Je ne ruse pas. J'ai affirmé avec suffisamment de netteté mon opinion sur l'efficacité actuelle du pacifisme (que j'avais servi, lorsque cela impliquait quelques risques). Je reste convaincu cependant que les professions de foi du pacifisme pur — surtout lorsqu'elles vont jusqu'au refus total de la guerre et au martyre — restent humainement salutaires. Mais cette pureté exceptionnelle ne supporte aucun compromis, aucun « lâche soulagement ». Pacifistes et antitotalitaires avant la guerre, nous ne voulions pas nous résigner à la guerre, par haine du totalitarisme. Peut-on aujourd'hui, par haine de la guerre, se compromettre et s'avilir en composant avec les agents, les complices et les suppôts du totalitarisme ?

C.I.S.L. et F.S.M.

Quelques précisions pour éclairer les Anglais, les Allemands, les Scandinaves... même les Français et les Américains disposés ou résignés à l'accord « circonstancié » avec les syndicats de l'impérial-communisme.

Selon les statistiques officielles, la F.S.M. soumise à Moscou compterait 92 millions de membres ; la C.I.S.L. — qui n'est pas soumise à Washington — en compte 53 millions. L'arithmétique vote pour Moscou.

Mais sur les 92 millions d'adhérents, de 78 à 80 millions sont enregistrés dans les pays soumis à Moscou. Il en resterait approximativement de 10 à 12 millions recrutés librement.

Il est incontestable que le pluralisme syndical ne peut exister dans les Etats totalitaires, alors qu'il est légalement possible dans **tous** les Etats démocratiques. (On nous objecte qu'aux Etats-Unis la reconnaissance n'est accordée qu'à **un** syndicat par entreprise. Mais cette reconnaissance n'implique pas le monopole légal et d'ailleurs n'est attribuée qu'au syndicat ayant **préalablement** conquis la majorité dans l'entreprise, enregistrée par vote individuel et secret).

Cette constatation numérique — déjà décisive — appelle trois observations complémentaires :

1) Dans tous les pays soumis aux Etats totalitaires, toute révolte ouvrière s'est orientée **contre** l'appareil syndical officiel et a tendu à un groupement nouveau.

2) La C.I.S.L. comprend en Afrique, en Asie et en Amérique des syndicats nettement et **brutalement** hostiles à leurs gouvernements et aux gouvernements des Etats-Unis, de France et d'Angleterre. Ce qui a provoqué des polémiques publiques et brutales entre représentants français ou anglais et africains, américains et indiens, etc. Loin d'en ricaner, comme certains de nos amis, **nous nous en félicitons.**

3) Les succès de la F.S.M. dans les pays extra-européens prouvent la réaction des indigènes contre un colonialisme qu'ils connaissent et leur soutien inconscient d'un colonialisme qu'ils ignorent.

Roger HAGNAUER.

L'appel des Trois fait son chemin... Faisons-nous le nôtre ?

PROPOSITIONS HERETIQUES

Les meilleurs démonstrateurs de la valeur de l'appel des Trois sont ceux qui en sont les plus éloignés et ses plus intégraux adversaires. Certes, l'appel des Trois ne pouvait nous conduire à l'unité du jour au lendemain, mais les remous, les discussions qu'il suscite remettent en question des situations particulières du mouvement syndical, qui dépendent de conditions locales et des conceptions particulières qui correspondent à des courants idéologiques.

Guilloré, de l'Union des syndicalistes, y trouve le moyen d'être un trait d'union entre des extrêmes comme Monatte et Hébert. Rassinier, du « Monde libertaire », montre comment le mouvement renaitra avant l'instrument et comment de grandes campagnes polarisées sur les préoccupations essentielles du monde ouvrier, guerre d'Algérie, semaine de 40 heures, etc., même si elles sont lancées en partant de foyers différents, démontreront en marchant la nécessité du mouvement et rendront secondaires les tâches de réorganisation d'un instrument syndical dont la nécessité sera créée comme tout organe, par la fonction. Le réformiste Harmel parle de la nécessité du retour du plan de la revendication auprès de l'Etat, à celui de l'organisation dans l'entreprise, sur le plan de l'atelier, par la conversation directe entre les différents participants. Dans le numéro de *l'Ecole émancipée* sur la révolution russe, un trotskyste oppose à la conception léniniste du syndicat courant de transmission du parti, celle de l'indépendance du syndicalisme à laquelle se rallie le trotskysme actuel. Au congrès du Livre C.G.T. dans la Loire, notre ami Ravachol prend la défense de l'appel des Trois, devant Ehni, devant un auditoire attentif. Il fait de cet appel l'instrument de travail des cégétistes partisans de l'indépendance syndicale.

Je prends à dessein les aspects les plus éloignés de ce brassage des idées syndicalistes qui me paraît, conformément à une des thèses essentielles de l'appel des Trois, montrer à quel point les thèses opposées sont nécessairement complémentaires au sein d'un mouvement qui tend à se remettre sur pieds, et à quel point il serait sans doute possible de trouver ce qu'ont de commun ses thèses opposées.

LA REVENDICATION

La revendication est la raison d'être et le moteur du syndicalisme. Celle de la restauration des moyens de vie et du pouvoir d'achat est la première des revendications ouvrières. Elle doit être le point de départ d'une des grandes campagnes qui peut développer le syndicalisme.

Partisan du salaire unique, voire du salaire identique pour toutes les catégories de travailleurs, j'ai eu l'occasion de souhaiter des hiérarchies parallèles entre les corporations, de prétendre que la hiérarchie est esclavagiste de corporation à corporation, dynamique à l'intérieur des corporations, et l'occasion aussi de faire au moins sursauter notre camarade Hagnauer en faisant même une thèse de notre camarade Genévrier du Cercle d'Etudes Syndicalistes de la Loire et du groupe unitaire démocratique de l'enseignement, où il était question de minimum vital, de salaire interprofessionnel garanti, et de hiérarchie des salaires.

On ne saurait mieux en effet se contredire... Cependant, il est une conception syndicaliste suivant laquelle la contradiction n'est pas un vice rédhibitoire quand elle est axée sur une situation qui est en contradiction avec ce que l'on souhaite, et selon laquelle il n'y a pas de moyen autre pour aller vers ce que l'on veut atteindre, que de partir de l'endroit où l'on se trouve.

Or, nous sommes dans le monde économique de la hiérarchie et nous ne pouvons aller vers la justice sociale que par un mouvement ; un mouvement est le fait de forces contradictoires, et nous ne pouvons aller de l'injustice à la justice que par la discorde et la nécessité.

Ce n'est pas par pur hasard que les pays totalitaires eux-mêmes, ou eux seulement, voient naitre en leur sein des courants antiplanistes ouvriers aspirant à retrouver, avec la liberté au moins partielle du marché, le retour à la valeur déterminée par la loi de l'offre et de la demande, condition de la liberté de manœuvre, de la liberté de lutte ou de discussion revendicative, et par là à la liberté tout court. Ce n'est pas par hasard que, contradictoirement, là où elle existe, la loi de l'offre et de la demande a établi, dans une économie de concentration industrielle, des valeurs différentes entre les catégories de travailleurs et entraîne la naissance de la notion de minimum vital à défendre pour les catégories les moins favorisées sur le marché du travail.

Ce n'est pas avec une morale humaine que l'on peut lutter contre les nécessités d'une évolution économique, mais avec une organisation de la revendication adaptée à cette économie et tendant à la modifier, et à infléchir son évolution.

Je ne crois pas que l'on puisse procéder de la façon suivante : démontrer que la hiérarchie actuelle est esclavagiste, antisyndicale et répulsive. Faire accepter cette vérité à la conscience ouvrière, dresser enfin les ouvriers contre cette évolution.

Mais je crois que l'on peut s'adapter à cette évolution, s'y organiser dans le sens de son courant irréversible, et quand on y sera redevenu une force organisée, se dresser contre le courant comme une force pour le dévier contre sa propre évolution. Alors le courant sera inversé.

UTOPIE ET PROPOSITIONS PRATIQUES

J'ai eu le plaisir récemment d'entendre un de mes collègues, très éloigné de la lutte syndicale, avant de mettre en poche le papier vert lui signifiant les chiffres de son augmentation de traitement, effective à partir du 1er mai et marquée déjà par un rappel inscrit sur la fiche de paie de mars, se livrer à ces réflexions désabusées :

« Bien sûr, ce n'est pas mal. Mais quelle stabilité de vie en attendre ? Quelle part de sécurité minimum pour notre métier, la laïcité, les enfants que nous avons en classe, nos espoirs dans d'autres lendemains ? »

Quelle différence à cette époque où nous savions que non seulement les enseignants mais tout le monde progressait d'un pas à peu près égal et où on se préoccupait plus d'aménager un temps de travail diminué, des classes plus malléables, avec des enfants plus calmes, et on n'avait pas honte d'un traitement normal dans un quartier où toutes les casernes ouvrières crient jusque dans le détraquement des gosses, les conséquences du déséquilibre permanent né des salaires anormalement bas !

Bien sûr, c'est bien qu'un jeune puisse avoir dans son métier un salaire suffisant pour ne pas

être tenté plutôt par le métier de garde mobile. et c'est bien que, dans ce métier, il puisse avoir l'espoir de s'élever par le travail dans une hiérarchie où il pourra accéder à des postes plus intéressants, à un enseignement plus en rapport avec sa mentalité d'adulte, et où, s'il est en haut de l'échelle, il ne pourra penser qu'il lui suffirait de s'en aller vers une fonction dans l'industrie, le commerce ou la librairie de luxe pour se faire une vie bien plus large encore et moins décevante que celle d'enseignant dans le monde de l'adolescence survoltée par les signaux électriques, les moteurs et la désexualisation par le strip-tease, le rock and roll et autres manifestations de la civilisation super-industrielle.

Bien sur. Bien sûr...

Mais l'écluse est montée dans la hiérarchie sociale, et si elle a atteint des paliers où la vie moyenne et même aisée semble nous être donnée au moins pour quelque temps, et qui nous assure l'essence de nos vacances touristiques prochaines, elle a quitté le réseau des canaux et des cours d'eau prolétariens. Elle est arrivée au niveau où se mêlent aux eaux des courants enseignants, les flux de la bourgeoisie moyenne. La situation enseignante devient acceptable pour nombre de fils de famille, nous n'avons rien contre eux. Mais ce que le recrutement parallèle d'urgence ainsi ouvert apporte à l'enseignement public paraît loin de remplacer avantageusement le flux du sang rouge populaire qui l'alimentait autrefois. Et avant que les réformes de l'enseignement aient pu rétablir l'équilibre, que sera devenu l'enseignement ainsi envahi par de nouvelles couches sociales ?

Combien je serais plus satisfait si ce traitement minimum était aussi celui de nombreux salariés, si je pensais que j'y ai accédé en même temps que telle catégorie d'ouvriers du bâtiment, de la mine, de la métallurgie. Combien sentirais-je ma corporation mieux reclassée dans la vie sociale, si elle l'était en même temps que tous ceux dont je parle, et non par rapport à eux.

IMAGINONS UN INSTANT...

...que des « aventuriers » du monde de la revendications et du syndicalisme lancent d'autres appels des Trois à la fois simples, immédiatement compréhensibles, patiemment diffusés et partant non de l'idéal à atteindre, mais du monde actuel, de celui que nous avons sous les pieds.

Supposons que ces hérétiques, à la manière des Lewis américains, des clandestins de l' « Insurgé » pendant la guerre, ne se veuillent pas des aventuriers de l'absolu, mais des aventuriers du relatif et qu'ils trouvent plus de joie dans le « possible » que dans « l'orthodoxie », dans la « réalisation » que dans « l'abstraction », qu'ils soient des ligueurs d'un type nouveau, et qu'ils ne s'embarrassent pas d'être peu nombreux et peu compris au départ. Pensons à la notion du raid dans la guerre des classes dont parlait Lazarévitch dans une controverse d'avant guerre avec Simone Weil et qu'ils s'assurent aussi bien le concours de techniciens de la comptabilité, de gens positifs à la Mercier, que de haut-parleurs de la solidarité humaine, comme André Breton ou Albert Camus, que de feuilletonnistes de la vitalité sociale comme le bourgeois feuilletonniste Marcel Allain.

Ne pouvons-nous concevoir leur propagande à l'origine d'une de ces campagnes, qui peuvent échouer comme la vie dépense en vain des flots de sperme ou de semence, mais dont une seule peut, avec quelque chance, déclencher un mouvement dont le syndicalisme pourrait renaître ?

Elle pourrait s'attaquer au problème des hiérarchies parallèles.

Quelle est, par exemple, la hiérarchie syndicale type d'une corporation de fonctionnaires ?

L'enseignement, depuis le salaire le plus bas jusqu'au salaire le plus élevé dans les revendications ?

Son salaire le plus bas est-il égal aux 120 % du minimum vital prévu dans la charte de la fonction publique, sinon il faut qu'il atteigne ces 120 % : si oui, pourquoi y a-t-il des catégories de travailleurs dont le salaire le plus bas est inférieur à celui de cette fonction ?

Première revendication : salaire interprofessionnel garanti égal pour tous aux 120 % du minimum vital, cela doit donner un chiffre.

La revendication générale à populariser, c'est :

1) *Ce chiffre* pour tous ceux qui « dans quelque corporation que ce soit » ne l'atteignent pas.

2) Mais en même temps l'obtention de ce chiffre indispensable dans toutes les corporations doit entrainer dans toute la fonction publique un ajustement correspondant.

Un autre objectif de lutte non moins indispensable c'est que ce même rajustement soit valable dans toutes les corporations.

Ici doit intervenir la notion de technicien du syndicalisme, ici nos camarades de l'Union, Dichamp pour le bâtiment par exemple, doivent dresser le plan d'une hiérarchie de salaires parallèle à la hiérarchie des salaires de la fonction publique ou à celle de l'enseignement.

L'échelon, l'indice le plus élevé de l'enseignement en chiffres syndicaux doit être aussi l'échelon, l'indice le plus élevé pour le bâtiment, la mine, la métallurgie, etc., de même que le salaire le plus bas d'une corporation quelconque doit être au moins égal en chiffres syndicaux au salaire le plus bas de la corporation la plus favorisée, quelle qu'elle soit.

Ne voit-on pas que de la même façon que le **mouvement syndical** se compose d'organisations fédérales corporatives et d'organismes géographiques, unions départementales et locales ? Ne voit-on pas que pourraient y naître rapidement des organismes intercorporatifs de syndiqués au même indice de salaire qui auraient ensuite pour but d'étudier les moyens de revaloriser à tout point de vue leurs fonctions sociales dans la production en resserrait vers le haut les éventails hiérarchiques ?

Est-il impensable de voir un jour dresser pour un mouvement ouvrier réussi des hiérarchies parallèles qui ne metraient plus une corporation en état d'infériorité préalable par rapport à une autre ? Est-il pensable, par contre, que le syndicalisme ouvrier puisse se réunir et le mouvement ouvrier marcher d'un même pas, si de tels aménagements s'avèrent impensables ?

Est-il impensable, si toutes les organisations ne peuvent accéder à une telle conception de la justice sociale, que certaines d'entre elles puissent au moins y accéder ?

Si les organisations ne sont pas mûres pour revenir à de telles conceptions, comment est-il pensable qu'à l'Union des syndicalistes, à la *R.P.*, dans les minorités syndicales, on ne puisse trouver un militant des transports, un de la mine, un du bâtiment, un de la métallurgie, un du livre, un de l'enseignement pour dresser sur les bases actuelles des revendications actuelles, au moins ces cahiers modèles de revendications intercorporations parallèles ?

Au nom des principes supérieurs du syndicalisme qui serviront alors à masquer une incapacité à imaginer même un point de départ et à le chiffrer sur le papier, les militants syndicalistes doivent-ils avouer leur incapacité à établir entre les travailleurs qu'ils veulent égaux, au moins un tel parallélisme ?

Jean DUPERRAY.

LES DEFIS DE WALTER REUTHER

POUR UN SYNDICALISME ACTIF ET NOVATEUR

Il est à la fois fort intéressant et fort instructif de suivre la démarche de la stratégie syndicale ouvrière américaine et d'analyser les preuves successives qu'il nous donne de sa maturité sociale, de sa féconde aptitude d'innovation, de sa combativité étudiée en vue d'actualiser tactiques et méthodes au rythme des réalités, cependant que, dégagé de toute implication idéologique, de tout relent traditionnel, il s'affirme à chaque assaut comme une force majeure, apte à concevoir, à projeter des formules-force. Ce qui, en particulier, devrait nous servir d'enseignement, c'est, semble-t-il, surtout l'audace des objectifs à long terme, leur puissance de rayonnement qui permettent la mise en place de tout un jalonnement de réalisations, de réformes progressives, d'implantations fragmentaires, mesurées, mais toutes orientées dans une perspective audacieuse de pénétration dans le domaine de la participation à la vie économique des entreprises, de la nation.

Au fil des événements, avec une persévérance constante — qui n'exclut pas les pauses, et les positions de repli — le syndicalisme de nos camarades d'outre-Atlantique affermit et définit sa mission libératrice en vue de l'organisation d'un ordre meilleur et plus juste, mission qu'ambitieusement le mouvement ouvrier du vieux monde postulait dès sa naissance.

Dégagé de toute référence doctrinale, de toute finalité idéologique, des exigences étroites et parfois messianiques des textes et des chartes, le syndicalisme américain, luttant et œuvrant, au jour le jour, au fil du possible, en fonction des réalités du jeu (des rapports de forces, diront certains) affirme chaque jour plus sûrement sa voie et se présente, à chaque coup comme le représentant le plus autorisé de l'intérêt collectif, insérant les revendications, les aspirations du monde ouvrier dans un ensemble de rapports nouveaux (projetés, semble-t-il, comme des défis à l'ordre actuel impuissant) qui, si on en examine le sens et la portée, modifient progressivement, mais profondément, les structures du système social.

Face à un capitalisme qui, par son ampleur, sa spécialisation et son haut degré de technicité, tend de plus en plus à affirmer la primauté de la fonction gestionnaire sur celle de propriétaire, qui, par l'émiettement de l'élément financier, dépersonnalisé par la forme sociétaire des entreprises, s'engage inconsciemment dans la voie d'une socialisation de la production, le syndicalisme américain, et, en flèche, le syndicat de l'automobile, fort de ses 400.000 adhérents, revendique une participation plus affirmée dans l'économie.

D'aucuns, obnubilés par la situation actuelle aux U.S.A., estimeront sans doute particulièrement inopportune et maladroite la démarche de l'audacieux Walter Reuther qui, en pleine récession, vient de lancer un nouveau défi aux producteurs américains de l'automobile, alors que déjà l'an dernier, sa proposition d'appliquer une baisse de 50 dollars sur le prix des voitures pour permettre un accroissement de la demande et un maintien de l'emploi, s'était heurtée à une fin de non-recevoir catégorique.

Reprenant les mêmes objectifs : redémarrer la production sur la base de la garantie des intérêts associés de la trilogie : entreprise, travailleurs, consommateurs, Walter Reuther, en gros, propose qu'au delà d'une marge de 10 % l'industrie automobile — industrie-pilote outre-Atlantique — réalise un partage des bénéfices à raison de 50 % aux actionnaires, 25 % aux travailleurs, 25 % étant ristournés aux acheteurs de voitures.

Plus d'un sera tenté de se demander quelle aberration a pu inciter le téméraire leader syndical à catapulter, en plein marasme, alors que le chômage s'étend et que les bénéfices des entreprises s'amenuisent ou disparaissent une proposition aussi inopérante (à première vue) que provocante.

Comment, diront d'aucuns, parler de partager quand le rythme de la production se resserre de jour en jour, quand de grosses firmes comme la General Motors voient le rythme de leur production mensuelle tomber de 831.000 voitures par mois au début de 1957 à 692.662 actuellement, quand Ford, en un trimestre, n'a lancé que 337.682 autos au lieu de 544.828 à la même période l'an dernier (le mois de mars marquant un recul de 179.578 à 90.507 cette année), quand des constructeurs comme Chrysler, Chevrolet, De Soto, Plymouth sont en plein marasme et que — fait qui doit imposer la prudence — les stocks invendus et disponibles chez les revendeurs atteignent le chiffre imposant de 850.000 unités pour le début d'avril !

Et comment proposer une redistribution des bénéfices alors que Chrysler fait état d'une perte de 15 millions de dollars (6 milliards de francs) pour le premier trimestre de cette année, que Ford annonce une chute de ses bénéfices de 100,5 millions de dollars à 22,7 millions, que General Motors n'enregistre que 185 millions de dollars contre 261 dans le même temps et ce, alors que s'affirme la concurrence montante, bien qu'infinitésimale par rapport à la consommation, des moyennes et petites voitures européennes : Jaguar, Renault (avec une prévision de vente de 65.000 Dauphine, Peugeot, Simca, Goggomobil).

Reuther, diront encore ces mêmes logiciens du pessimisme, croit-il vraiment pouvoir attiser l'enthousiasme et la combativité des travailleurs quand se profile et s'étend la menace du chômage qui, à Detroit, citadelle de la construction automobile, atteint déjà 15,9 % de la population active (contre 6,7 % pour l'ensemble des activités aux U.S.A. (1), alors que si on se reporte au numéro du 14 avril 1958 de **Time** les symptômes de l'état de crise sont déjà très marquants : fonds de chômage triplé en un an (740.000 dollars), demandes de délais de règlement des achats à tempérament, multiplication des actions en restitution d'articles acquis à crédit, prix réduits dans les cinémas pour les chômeurs, quand ce n'est l'ouverture nocturne des salles, muées en asiles de nuit, réapparition du « pain d'un jour » comme au temps de la grande crise, demandes d'emploi dans

---

(1) Notons, cependant, un léger recul du chômage aux U.S.A. entre le 15-3-58 et le 15-4-58 où le total régresse du chiffre infime de 78.000 unités, mettant le nombre des chômeurs à 5.120.000 contre 62.907.000 travailleurs en activité. Si cette tendance persistait ou s'affirmait, peut-être serait-ce le signe d'un arrêt de la récession.

les services et dans la police, enfin multiplication des délits (2).

Au reste, ces mêmes sceptiques voudront voir une confirmation de leur position dans le fait que la demande récente des syndicats de reconduire les conventions collectives pour trois mois, moyennant une baisse des prix de vente, vient de se heurter à la dénonciation des conventions collectives par les constructeurs pour le 29 mai, sans pour autant entraîner d'autre réalisation de la part des syndicats qu'une déclaration de refus de se laisser entraîner à une action au moment choisi par l'adversaire.

Recul, ou repli stratégique ? Il serait léger et hâtif de juger ou de condamner, surtout quand il s'agit d'un mouvement syndical dont l'action colle intimement aux conditions immédiates et, nous retournant vers la situation française actuelle (3), constatons, une fois de plus, que l'opportunité et l'efficacité d'une action n'est pas forcément en liaison directe avec des situations traditionnellement et potentiellement considérées comme contingentes.

C'est donc, non plus dans son expression immédiate, mais à partir de l'immédiat et dans une perspective d'avenir et dans sa dynamique que nous voulons considérer ce nouveau défi de W. Reuther.

Nous y trouvons le témoignage de la vitalité, de l'esprit d'entreprise d'un syndicalisme puissant s'affirmant comme une force constructive et calme.

Et puis, n'oublions pas que ce que certains appelleront la fanfaronnade de W. Reuther prend ses racines dans une organisation puissante, organisation qui mobilise la totalité de la main-d'œuvre active de sa branche, qui dispose d'un fonds de grève de 25 millions de dollars et s'est assurée du soutien des autres organisations ouvrières. Dans les circonstances présentes, il se présente face au patronat non comme un simple demandeur, mais comme un partenaire, et comme un partenaire qui compte, et ne se sent pas aux abois.

Moralement, socialement, politiquement même par projection, la position du leader syndicaliste marque un net avantage sur celle du patronat de l'automobile, figé sur la défensive, mais évidemment à court d'imagination dans la recherche et l'élaboration de solutions susceptibles de maîtriser, de renverser la tendance.

Il est certain que, du point de vue de l'Américain moyen, de l'homme de la rue, l'offre de W. Reuther apparaît comme marquée du sceau du bon sens, comme le compromis optimiste, visant à réenclencher le courant producteur et où chacun doit trouver son compte, producteur, consommateur, sans oublier l'actionnaire dont les dividendes — au reste disparus dans la présente récession — ne représentent jamais qu'une part de ses revenus individuels.

C'est d'ailleurs ce qu'ont fort bien perçu ceux qui analysent la situation politique américaine et étudient les fluctuations de l'opinion et des courants. Ils ont tendance à considérer ce programme comme favorable à une montée des démocrates.

Axé sur l'impératif d'une reprise, inspiré d'une philosophie de **welfare state,** il postule le retour à la prospérité et, s'il porte quelque nouveau coup de boutoir au sacro-saint esprit de libre entreprise (que les syndicats américains ne rejettent pas mais qu'ils rappellent au sens des responsabilités), c'est au nom des intérêts collectifs. Et peu à peu se dégage et s'affirme près de l'opinion américaine le sens d'une mission d'une envergure et d'une puissance de rayonnement autrement attrayante et efficace que celle égoïste et timorée des tenants du capital qui ne trouvent à opposer à la formule novatrice des syndicats que l'argument traditionnel du repli : la fermeture temporaire des usines, que semble autoriser la restriction des demandes et le niveau actuel des stocks.

A ce malthusianisme inquiet, Reuther oppose : « Pratiquez des prix avantageux — en ristournant aux acheteurs une part de votre bénéfice — élargissez le pouvoir d'achat — en partageant avec vos ouvriers une part des résultats — redonnez confiance à l'actionnaire pour qu'il investisse à nouveau, réamorcez ainsi le circuit de la prospérité dans votre intérêt et dans l'intérêt de tous. »

Ne retrouve-t-on pas ici la marque de l'esprit pionnier qui faisait dire à H. Ford vers les années 1930 : « Les salaires des ouvriers sont plus importants pour le pays que les dividendes des actionnaires... Ce qu'on appelle la surproduction est en partie le résultat d'une fabrication mal comprise et en partie le résultat d'avoir négligé le pouvoir d'achat. »

Quels que soient le sens et l'issue de l'épreuve engagée — et reconnaissons que la situation peut exiger des atermoiements, des replis stratégiques — il n'en demeure pas moins que, une fois encore, le syndicalisme américain se présente devant l'opinion et devant le syndicalisme mondial, comme une force singulièrement féconde et réaliste. Libre de toute attache idéologique ou spirituelle, de toute entrave politique, le syndicalisme américain s'ingénie à élaborer des solutions en vue de permettre à une société de résoudre en commun ses problèmes, de consolider et d'étendre la notion dynamique de promotion d'expansion qui ont toujours été les caractéristiques du monde américain, progressif, ouvert.

Pionniers un peu désabusés d'un grand élan de libération ouvrière, sachons rendre hommage aux efforts et à la vitalité d'un mouvement, jeune, mais extraordinairement créateur, qui, par d'autres voies, rejoint nos aspirations.

Cécile MICHAUD.

---

(2) Sans doute serait-il bon de faire la part du grossissement éventuel des faits, phénomène assez habituel de toute presse à sensation, mais aussi de l'angoisse psychologique restée vivante, lancinante depuis la crise de 1929.

(3) Les lignes générales de la situation en France sont caractérisées, d'une part, par une progression continue — bien que ralentie et fragile — de la production et, d'autre part, par le plein-emploi, alors que la classe ouvrière du secteur privé témoigne d'une étonnante apathie et d'un regrettable flottement et que les organisations syndicales semblent impuissantes à élaborer des formules d'action, à promouvoir une politique d'ensemble.

Cependant, pour rétablir l'équilibre entre nos deux pôles de comparaison : France-U.S.A., sans doute, faudrait-il tenir compte dans l'un, comme dans l'autre cas, de la dimension et de la capacité des deux économies, de leurs possibilités et de leurs « espoirs » d'avenir.

Malgré le pessimisme de certains milieux d'affaires, il semble — si les disciplines nécessaires sont appliquées — que la récession actuelle puisse être jugulée, limitée, contenue et que la production puisse repartir — (c'est, sans doute, le point de vue de W. Reuther), alors que la France, alourdie par ses difficultés financières, appréhende avec terreur les ressacs de la récession américaine et les effets foudroyants qu'ils peuvent provoquer si elle atteint notre continent.

Notes d'Economie et de Politique

VERS QUELLES CONVULSIONS ?

J'écris ces lignes en pleine crise ministérielle. Et, pour une fois, je suis d'accord avec les parlementaires. Je pense que c'est une crise grave parce que, de quelque manière qu'elle soit résolue, elle ouvre, sans doute, pour ce pays, une ère de troubles.

Deux voies sont ouvertes : celle de Bidault et celle de Pleven : celle de l'aventure et celle de la stagnation.

La première, je dois dire, me semblerait préférable, car elle aurait l'avantage de précipiter les choses.

Le processus dialectique n'est pas un vain mot ; on le constate à chaque occasion. Lorsqu'il existe deux forces antagonistes, si l'une d'elles fait un bond en avant, l'autre réagit avec d'autant plus de vigueur et rapproche ainsi le moment de la solution.

Bidault, lui-même, en a fourni il n'y a pas si longtemps un remarquable exemple. C'est à lui que l'on doit l'indépendance du Maroc et, par suite, celle de la Tunisie. Si Bidault n'avait pas fait déporter le sultan à Madagascar, celui-ci aurait, certes, continué son opposition larvée à une politique qui le laissait entièrement de côté, mais les Marocains seraient demeurés calmes encore longtemps et rien n'aurait obligé les Français à mettre fin à leur « protection ». L'indépendance marocaine est le fruit de la rébellion du peuple marocain, mais celle-ci fut le fruit de la déportation du sultan, et cette dernière fut une application de la politique de force de Bidault.

Il en fut de même en Egypte. Pineau et Eden crurent mettre à genoux Nasser par le coup de force de l'occupation militaire du canal de Suez, mais ce coup de force suscita dans le monde la réaction que l'on sait et il s'en est suivi que Nasser est devenu aujourd'hui, grâce à cela, et uniquement grâce à cela, le chef incontesté du monde arabe. On voulait tuer dans l'œuf le « pan-arabisme » et le pan-arabisme est en train actuellement de se réaliser du fait du débarquement de Port-Saïd. Tout comme l'indépendance des anciens protectorats français du Moghreb, la constitution de la République arabe unie aurait demandé des décennies à se faire si la France n'avait eu des Bidault et des Pineau pour en précipiter la venue.

Or, l'expérience n'apprenant jamais rien aux imbéciles, tout donne à penser que si Bidault ou l'un de ses pareils accédait aujourd'hui au pouvoir, il se livrerait, à nouveau, à un coup de force et que ce coup de force obligerait tous les pays du monde, Etats-Unis en tête, à réaliser contre la France la même unanimité que dans l'affaire de Suez ; que le conflit algérien trouverait alors immédiatement, grâce à cela, sa solution.

Par contre, si ce sont les adversaires du coup de force, les gens « prudents », du type Pleven, qui l'emportent, ce sera la continuation du « pourrissement » de la guerre d'Algérie. Comme naguère au Mexique, comme hier en Indochine. On laissera les choses aller, aller indéfiniment, en se contentant de boucher les trous à mesure qu'il s'en produit, sans se livrer à aucune opération spectaculaire susceptible de donner l'occasion à des tiers d'intervenir. Chacun se figera dans l'attente. Et la France et le monde. Et la France continuera à s'épuiser lentement, cependant que les Algériens continueront lentement, mais sûrement, à se renforcer. Car les Algériens, les Arabes, tous les peuples encore colonisés ou semi-colonisés sont une force qui monte, tandis que la capacité de domination des peuples européens est en plein déclin.

Si l'on doute de cette progression continue des forces du F.L.N., qu'on veuille bien se reporter aux communiqués de « victoire » publiés par le gouvernement français lui-même. Ces communiqués de victoire sont, en réalité, des aveux de défaite. On y annonce, en effet, des centaines de tués en une seule bataille. Or, jusqu'à une date toute récente, on ne se vantait au plus que de quelques dizaines de cadavres. Qu'est-ce que cela signifie, si ce n'est qu'au début le F.L.N. ne pouvait mettre en ligne que de tout petits groupes de combattants dont la préoccupation essentielle était d'échapper aux forces qui étaient parvenues à les étreindre, tandis qu'aujourd'hui ce sont de forts effectifs que l'armée de libération est capable de rassembler sur un même point, et qui acceptent le combat ? A la guerilla a succédé la guerre. C'est exactement la même transformation que celle qui eut lieu en Indochine.

En 1955, les forces françaises ont pu tenir en Algérie tout en ne comptant que quelques dizaines de milliers de combattants ; en 1956, lorsque Guy Mollet a pris le pouvoir, il a fallu porter ce nombre à près de 400.000 — ce à quoi l'on n'a pu parvenir qu'en dégarnissant presque entièrement le front d'Europe — et voilà que maintenant ce n'est plus suffisant : il y a quelques mois on donnait à l'Algérie 30.000 hommes de plus et aujourd'hui le maintien du contingent au delà de 24 mois va lui en procurer encore quelques nouvelles dizaines de milliers. Et tout cela n'a pas permis de progresser d'un pas, mais seulement de « tenir » sur un territoire de plus en plus réduit ! A ceci encore, quelle autre explication peut-on trouver que celle de la force grandissante de l'A.L.N. ?

Mais le chauvinisme, notre « idiotie nationale », est tenace. Le coq gaulois n'a pas encore perdu assez de plumes pour se résigner à ne plus pousser de cocoricos. Il continuera donc à cocoricoter tout en continuant à se laisser déplumer. Or, il va sans dire qu'une telle situation est infiniment dangereuse. La putréfaction que ce pourrissement engendre est un excellent bouillon de culture pour les microbes de tout genre. Fascisme, « communisme », coups d'Etat militaires sont toujours nés d'une pourriture ; ce sont des réactions à la lente dégradation à laquelle condamne l'immobilisme de ceux qui, ayant la charge des affaires publiques, n'ont point le courage de prendre les décisions qui s'imposent. C'est pourquoi la continuation de la politique à la petite semaine pratiquée par les Bourgès-Maunoury et les Gaillard, et que continuerait un gouvernement du type Pleven, risque d'être lourde de conséquences.

DÉSARMEZ, OU BIEN... ARMEZ !

Il y a des choses, je l'avoue, que je ne parviens pas à comprendre.

Par exemple, je ne comprends pas tout ce tapage qui est fait au sujet de la suppression des expériences nucléaires, de l'édification de

rampes de lancement, de la remise à certaines armées d'armes atomiques, etc.

Car, de deux choses l'une : ou l'on veut se défendre contre les Russes si ceux-ci attaquent, et il faut alors avoir tous les moyens de se défendre, ou bien l'on est résolu à ne pas se défendre et il n'est alors d'aucune utilité d'avoir quelque moyen de défense que ce soit, le désarmement *total* est la solution qui s'impose.

Après Mathé qui avait très bien posé le problème en 1936 au congrès de Marseille (il s'agissait alors d'Hitler et non des Russes), Bertrand Russel vient de le poser à son tour et presque exactement dans les mêmes termes.

Mathé avait dit : « Plutôt la servitude que la guerre ! » Russel dit aujourd'hui : « Je sais que le désarmement atomique de l'Occident entraînera notre asservissement par les Russes, mais plutôt la servitude qu'une guerre atomique ! »

Il n'est, en effet, pas d'autre issue. Ou la lutte avec tous ses risques (et il va sans dire qu'ils sont considérables), ou l'asservissement. Un asservissement dont on ne sait combien il durera, mais d'où, très probablement, à la différence de ce que pensait Mathé, ni nous, ni nos petits-enfants, ni nos arrière-petits-enfants ne reviendront.

De quelque artifice que l'on soit prêt à user, c'est là le dilemme auquel il est impossible d'échapper. On peut opter pour l'un ou l'autre de ses termes, selon son tempérament ou sa philosophie, mais il faut opter. Prétendre pouvoir éviter de le faire, c'est vouloir se tromper soi-même. Ou l'on veut se défendre, et alors il faut armer, armer à outrance et pas seulement avec des armes périmées, afin d'être le plus fort. Ou l'on est décidé d'avance à se soumettre, et alors il faut désarmer entièrement, supprimer aussi bien les fusils que les bombes à hydrogène, les premiers étant sans aucune efficacité devant les secondes. S'élever contre la bombe H, mais accepter les bombes A, admettre sur son sol des avions chargés d'aller larguer des bombes sur l'adversaire, mais se refuser à construire des rampes d'où les mêmes bombes seraient projetées par fusées, charger les Allemands de contribuer à la défense commune, mais leur refuser les seules armes efficaces pour assurer cette défense, ça relève tout juste de la démence !

De la démence ou... de la duplicité. Car lorsque l'on voit des gens venir vous demander de signer des pétitions contre l'établissement en France de rampes de lancement sans vous en présenter en même temps pour la suppression des rampes déjà existantes, celles de Russie, il faut vraiment avoir les yeux remplis de je ne sais quoi pour ne pas s'apercevoir de quoi il s'agit !

LA PROPRIÉTÉ ET L'ÉTAT

Je relisais récemment quelques chapitres de la « Théorie de la propriété » de Proudhon ; il y en a un qui est véritablement prophétique ; je veux dire qu'il est remarquablement confirmé par ce qui se passe sous nos yeux.

Ce chapitre est celui dans lequel Proudhon déclare qu'il n'existe qu'un contre-poids à l'Etat, c'est la propriété. Le droit de propriété est la seule chose qui empêche l'Etat de tomber dans l'absolutisme.

Proudhon fondait son affirmation sur l'analyse de l'histoire ; aujourd'hui, ce ne lui serait plus nécessaire, il n'aurait qu'à s'appuyer sur des exemples contemporains.

La Russie a complètement supprimé la propriété privée des moyens de production, et l'Etat soviétique est l'Etat le plus absolu qu'ait jamais connu l'histoire.

A côté de l'exemple russe il y a le nôtre, moins spectaculaire, mais peut-être d'autant plus démonstratif.

Depuis 1936, la propriété a été très affaiblie en France, d'une part par les nationalisations, d'autre part par la restriction des droits du propriétaire, tant pour ce qui concerne l'usage de sa propriété que pour la possibilité d'en disposer.

Or, c'est également depuis cette même date que la liberté a commencé, elle aussi, à être réduite. Les décrets-lois de Daladier sont contemporains des premières nationalisations. Aujourd'hui, après la seconde vague de nationalisations de 1945 et un apport continuel de nouvelles restrictions au droit du propriétaire, ce sont, en plus des camps de concentration, les tribunaux militaires pour les civils en temps de guerre, les saisies préventives des journaux et des livres, l'institution de délits permettant de poursuivre n'importe qui à propos de n'importe quoi grâce à une qualification du délit qui empêche sa détermination par un critère objectif, la suppression, en fait, du jury pour les délits de presse, la suppression du droit de réunion, la suppression de l'*habeas corpus,* etc., etc, toutes choses qui sont maintenant monnaie courante et couramment acceptée ; les libertés conquises au cours des durs combats du XIXe siècle — siècle de la propriété — sont disparues ou en train de disparaître.

La thèse de Proudhon se trouve donc remarquablement confirmée. Or, cette thèse est, si l'on veut bien y regarder de près, le fondement même de l'anarchisme.

Qu'est-ce, en effet, qui distingue l'anarchisme du socialisme dit autoritaire ? C'est que, tandis que ce dernier estime qu'il suffit de détruire la propriété pour que s'institue une société d'hommes libres et égaux et que même le socialisme ne répugne généralement pas à employer pour cette destruction la force de l'Etat, l'anarchisme, lui, affirme que tant que l'on n'aura pas détruit l'Etat, on n'aura rien fait. Détruire la propriété seulement pourrait peut-être créer une société d'hommes égaux, mais égaux dans la servitude.

Il faut dire cependant que certains socialistes, et notamment celui que l'on considère — à tort, il est vrai, selon moi — comme le représentant du socialisme le plus autoritaire, Karl Marx, avaient plus ou moins aperçu la vérité, mais ils n'en avaient point tiré toutes les conséquences.

Au moins depuis la Commune de Paris, Marx et Engels avaient, en effet, nettement pris parti contre l'Etat, contre tout renforcement de l'Etat par la voie des nationalisations ou de mesures du même genre, et ils estimaient, d'autre part, que le développement du socialisme amènerait le dépérissement de l'Etat, la disparition de l'Etat leur paraissant nécessaire — comme aux anarchistes — pour une réalisation totale du socialisme.

Mais ce qu'ils n'avaient pas vu, et ce qui avait été, au contraire, clairement vu par Proudhon et fortement affirmé par Bakounine, c'est que même si elle est faite dans le but de réaliser le socialisme, une destruction totale ou partielle de la propriété, loin d'affaiblir l'Etat, de le faire « s'évanouir », le renforce et lui permet d'être d'autant plus despotique.

La lutte contre la propriété est inséparable de la lutte contre l'Etat. Elles doivent être menées conjointement. Si on les sépare, si on n'affaiblit la propriété que pour aboutir à renforcer l'Etat, non seulement on ne va point vers le socialisme, mais on lui tourne le dos.

R. LOUZON.

AVEC MICHEL AFLAK

tête pensante de l'arabisme moderne

Depuis la nationalisation de la Compagnie du Canal de Suez, la presse occidentale, et tout particulièrement une certaine presse française et anglaise, a publié des « informations » sur le Moyen-Orient dont le moins qu'on puisse dire est qu'elles étaient fantaisistes. Tout au long de l'année 1957, les nouvelles, dépêches et reportages coïncidèrent pour faire de l'Egypte et de la Syrie deux nations orientées vers l'Union Soviétique, deux pays abritant bases aériennes et sous-marines russes, bref, deux satellites du Kremlin.

Comme c'est souvent le cas dans l'orchestration d'une campagne, il y avait à l'origine de ces nouvelles quelques éléments authentiques. En ce qui concerne la Syrie, des accords commerciaux, des livraisons d'armes, des envois de missions techniques et culturelles attestaient une tendance toute nouvelle de Damas à se tourner vers Moscou. Ce qui était exagéré et habilement interprété, c'était l'ampleur des accords, l'importance des livraisons et le rôle des missions. Par contre, on minimisait ou passait sous silence des pressions économiques et financières des grandes sociétés européennes intéressées aux affaires du Levant, ainsi que le remue-ménage militaire des voisins de la Syrie, c'est-à-dire la Turquie, l'Irak et la Jordanie.

La presse ouvrière n'apportait guère d'observations ou de témoignages directs qui auraient pu donner quelques contrepoids objectifs au bourrage des crânes. Les partis socialistes européens n'entretenaient que peu de rapports avec les noyaux socialistes du Liban et de la Syrie ; les syndicats occidentaux n'avaient tenté que peu d'efforts pour se lier avec les fédérations ouvrières de ces pays. Les rares journaux qui se montraient favorables aux initiatives syriennes le faisaient par tactique : il s'agissait de publications soutenant les manœuvres soviétiques. Si bien que les militants qui s'efforçaient de voir clair et de conserver la tête froide ne disposaient d'aucune source de renseignements.

C'est dans cette confusion quasi totale que devait éclater l'annonce de l'unification des Etats égyptien et syrien, le 1er février 1958. La nouvelle fit l'objet d'interprétations contradictoires ; elle ne correspondait à aucune des images que, depuis des mois, les agences et les journaux présentaient de la situation à Damas et au Caire, ni de son évolution.

La rapidité avec laquelle l'unité fut décidée, les conditions mêmes de sa réalisation, la suppression de tous les partis politiques syriens et leur remplacement par une Union Nationale, le départ précipité du leader communiste Khaled Bagdache, contribuaient à rendre plus étrange encore le comportement des dirigeants syriens. La première réaction de l'observateur lointain était de remarquer qu'en tout état de cause ce qu'il avait appris à la lecture de son journal habituel ne lui servait strictement à rien pour comprendre les événements. Au contraire, les clichés utilisés sans cesse pour caractériser les phénomènes syriens ne cadraient nullement avec les décisions prises à Damas.

L'interview qui suit a été obtenue par un de nos collaborateurs auprès de Michel Aflak, dirigeant du Baath (Parti socialiste de la Renaissance arabe), c'est-à-dire de l'organisation qui a le plus efficacement contribué à briser les vieux appareils politiques syriens. Cette interview ne peut évidemment fournir aux militants ouvriers une documentation suffisante pour découvrir et comprendre la question sociale syrienne en même temps que le comportement du pays dans la vie internationale. Par contre, l'exposé des opinions du guide intellectuel incontesté de la jeunesse syrienne qu'est Michel Aflak, représente une contribution à l'information de l'opinion ouvrière internationale, et peut attirer l'attention de celle-ci sur l'importance et la nature de la grande crise qui secoue le Moyen-Orient.

Il va sans dire que nous ne partageons pas nécessairement toutes les vues de notre interlocuteur. Encore faut-il, avant de prendre position, que les animateurs et les participants du mouvement syndicaliste de tous les pays puissent connaître les problèmes dont la solution revêtira une grande importance pour la marche du monde.

***

Michel Aflak, avec qui nous nous sommes entretenus sans témoins ni interprète, est un homme jeune, paraissant une quarantaine d'années, de taille moyenne, de comportement calme, à la parole mesurée. Il est chrétien, comme nombre de leaders arabes au Liban (1) et en Syrie. Il n'occupe aucun poste officiel, mais depuis de nombreuses années exerce une influence incontestée sur les milieux étudiants de Syrie, sur la paysannerie et sur les activistes du Baath au sein de l'armée. Un de ses textes, qui constitue en quelque sorte le « Manifeste » du Baath, est connu de mémoire et récité un peu comme un credo par les jeunes intellectuels.

La première question que nous lui posons a trait à la difficulté que rencontrent les militants de bonne volonté d'Europe pour connaître et comprendre les programmes, les positions, les points de vue des « socialistes » arabes, et par conséquent de réagir éventuellement contre la désinformation de la presse.

« C'est un reproche, dit Aflak, et je l'accepte. Je sais que nous n'avons rien fait pour informer l'opinion publique à l'extérieur. Mon excuse sera que le Baath était un parti pauvre, disposant seulement d'un hebdomadaire, sans délégations à l'étranger. Aujourd'hui, nous pouvons espérer faire mieux et plus puisque les animateurs du Baath occupent des fonctions officielles. »

Et comme nous lui objectons que les vérités officielles ne sont pas nécessairement toute la vérité et seulement la vérité, Aflak sourit et répond :

« Vous nous reprochez de n'avoir rien fait savoir. Ce que nous vous dirons officiellement constituera déjà un progrès sur le néant. La possibilité matérielle d'établir des contacts ne conduit pas exclusivement à faire de la propagande, mais aussi à entretenir des liaisons, à établir des échanges, à discuter d'hommes à hommes. »

---

(1) C'est sous l'influence du Baath qu'en 1950 la nouvelle Constitution syrienne évita l'écueil de l'Etat musulman théocratique.

— Pouvez-vous définir, pour un public non averti mais qui ne nourrit aucun préjugé, ce qu'était le Parti socialiste de la renaissance arabe ?

— Le Baath n'est pas seulement un parti. En Angleterre, ou en France, ou dans n'importe quel pays moderne, celui qui adhère à un parti le fait sur le vu d'un programme précis qui correspond à ses intérêts et à ses espoirs. En Syrie, et c'est vrai aussi pour l'ensemble des régions arabes, l'adhésion à un mouvement comme le Baath signifie autre chose : c'est avant tout une façon d'affirmer sa volonté d'émancipation, de rupture avec le passé, de participation à la vie sociale.

« Nous n'étions, au début, que quelques jeunes intellectuels qui désirions que les peuples arabes ne fussent plus seulement des peuples sujets, mais des peuples de plein droit, égaux, dignes et composés d'hommes authentiques. Très rapidement, notre cercle s'est élargi aux étudiants, aux paysans des régions les plus déshéritées, aux jeunes officiers qui n'avaient pas oublié leurs humbles origines, à des milieux ouvriers des grands centres.

« Notre socialisme n'est pas dogmatique et ne s'inspire d'aucune idéologie d'importation. Il a conscience du caractère indispensable des réformes sociales, du rejet des structures féodales, elles-mêmes prisonnières des dominations étrangères et de leurs séquelles. Notre lutte anti-impérialiste se confond donc avec notre lutte pour plus de dignité, plus de justice pour tous. Et c'est encore la même lutte qui se mène pour la modernisation de l'économie et la mise en valeur des ressources du pays. »

— Entretenez-vous des liaisons avec les mouvements socialistes d'autres pays ?

— Nous avons eu l'occasion de prendre contact avec des partis ou des militants socialistes. Tout récemment, nous avons participé à la conférence anticolonialiste d'Athènes à laquelle assistaient des délégations française et anglaise. Nous développerons ces relations, mais nous nous refuserons à ce que semblables rencontres soient considérées comme le signe d'un ralliement de notre part à l'un ou l'autre bloc de puissances et exploitées comme telles.

— Existe-t-il, en Syrie, des formes d'association même primitives qui permettent de mener à bien des réformes sociales et notamment la réforme agraire ?

— Ces groupements ne peuvent pas se définir en termes européens. Leur forme et leur action sont fonction de la nature des réformes et de la conjoncture générale. Nous sommes en pleine période d'évolution et de recherche.

« Ce qui est certain, c'est que la paysannerie syrienne est la grande force révolutionnaire et qu'elle est consciente de la nécessité des changements sociaux et des difficultés d'ordre international. Ce sont souvent les paysans pauvres qui nous ont poussés et nous ont rendu confiance en l'avenir.

— Les syndicats auront-ils un rôle à jouer ?

— Jusqu'à une époque récente — il y a deux ou trois ans encore — les syndicats ouvriers n'avaient, de syndical, que le titre. Depuis lors, ils ont acquis l'honnêteté et la solidité qui leur faisaient défaut. Encore faut-il savoir que le nombre d'entreprises industrielles est faible en Syrie. C'est à mesure que l'industrialisation se développera que le rôle des syndicats deviendra plus important.

— C'est donc en fait à l'appareil d'Etat que reviendra le rôle d'organisateur et de réformateur ?

— Là encore, vous jugez selon l'optique des pays modernes. Nos problèmes se définissent moins facilement. Si nous pensons qu'un secteur public est nécessaire pour orienter l'évolution de l'économie, nous ne pensons pas qu'il faille nationaliser tous les secteurs ni industrialiser à tout prix. C'est le mouvement lui-même qui doit faire surgir expériences, institutions et formes de gestion.

— Quelles sont les expériences qui vous semblent intéressantes à tenter ?

— Il y a de bons aspects dans le labourisme britannique. Il y a aussi des tentatives intéressantes en Yougoslavie.

— Mais la situation économico-sociale de l'Angleterre n'a rien de commun avec celle qui caractérise la Syrie. D'autre part, les formules de la propagande yougoslave et la réalité yougoslave se contredisent.

— Nous savons cela, mais il n'empêche que certains essais de démocratie industrielle en Angleterre et que le fond même de certaines conceptions yougoslaves récèlent des indications valables. Nous essayerons...

— Si la Syrie est capable de résoudre certains problèmes sociaux sur la base d'une gestion par les producteurs, elle sera la première à réaliser ce à quoi les meilleurs militants ouvriers rêvent depuis un siècle.

— Sans doute. Je ne sais pas exactement ce que nous pourrons réaliser, mais nous tenterons quelque chose dans ce sens...

— Avec la suppression de tous les partis et la création d'une Union Nationale, c'est-à-dire d'un parti unique — conception qui me paraît toujours dangereuse — que devient le Baath ? Va-t-il devenir l'ossature du parti unique, ou ce dernier serait-il en réalité une façade propagandiste de l'Etat ?

— L'ex-Baath fournira sans nul doute un grand nombre de militants pour l'administration de la province syrienne, mais une Union nationale est, par définition, une addition de tendances et de conceptions diverses. Ce que les anciens animateurs du Baath feront correspondra à leurs conceptions anciennes dans une situation nouvelle. Un Etat qui aurait comme façade ce parti unique serait un Etat déjà construit, alors que nous en sommes à rechercher les meilleurs types d'institutions qui correspondent aux problèmes actuels.

« En fait, vous vous demandez si nous ne sommes pas des fascistes ? Non. Vous pouvez résolument et définitivement écarter cette éventualité. Rien dans la conjoncture sociale de la Syrie n'est favorable au fascisme et tout, au contraire, appelle des mesures révolutionnaires moins populaires.

— Une dernière question : Entretenez-vous des liaisons internationales sur le plan syndical ?

— Nous sommes et resterons en liaison avec la C.I.S.L. et la F.S.M. Mais nous construisons en premier lieu une confédération de travailleurs arabes, avec l'espoir que cette confédération prendra place dans une internationale syndicale afro-asiatique. Ensuite, quand nous serons une organisation de travailleurs émancipés, nous pourrons plus sérieusement choisir les moyens et les méthodes d'une articulation internationale. Laissez-nous tout d'abord naitre et exister.

« Et en attendant, accordez-nous — contrairement à ce qui a été fait jusqu'à présent — le préjugé favorable. Nul, dans l'univers, ne peut s'effrayer, tous au contraire devraient se réjouir de voir le monde arabe s'organiser et lutter pour entrer, avec son entière personnalité, toutes ses ressources et sa puissance réelle, dans le monde moderne. »

L'ITINERANT.

Les Communistes Espagnols pour la « réconciliation nationale »

Quand le Comité central du Parti communiste d'Espagne lança, en juin 1956, sa déclaration en faveur de la « réconciliation nationale », rares furent les publications de l'émigration antifranquiste qui relevèrent l'importance et la signification de ce texte (1).

Près de deux ans se sont écoulés, et les faits sont assez nombreux pour convaincre les observateurs que le tournant du P.C.E. n'était pas épisodique et que le rôle dévolu aux appareils communistes dans la péninsule ibérique par les dirigeants soviétiques est fixé pour une longue période.

Les multiples organes et publications qui sont dirigés officiellement ou en sous-main par le même secrétariat international, ont en effet aligné leurs positions sur la nouvelle ligne. Nous ne citerons qu'un seul exemple parmi quelques douzaines. La revue « Europe », contrôlée par les communistes français, a publié un numéro spécial consacré à : « La littérature de l'Espagne » (numéros 345-346, janvier-février 1958) et son directeur, Pierre Abraham, a rédigé un avant-propos qui reflète exactement les thèses du P.C.E. traduites à l'usage des intellectuels français. « Un avenir se prépare pour l'Espagne qui ne sera pas nécessairement fait de vengeance, de règlements de comptes, ni même — qui sait ? — de justice. »... « Deux anecdotes : un écrivain espagnol qu'on pourrait nommer libéral me disait, il y a six mois « En somme, nous allons réunir tout le monde sauf les phalangistes. » A quoi, le lendemain, un autre écrivain que l'on classerait bien plus à gauche ajoutait : « Et pourquoi pas les phalangistes ? »... « Vous tenez vraiment à conférer un sens politique à ce fascicule ? Soit, à la condition de limiter la politique à l'union. »

Divagation de littérateur ? Evidemment non. Les porte-plumes de l'appareil n'ont pas le droit de divaguer. La lecture des articles et des notes qui orientent le numéro, dans un fatras de textes d'intérêt littéraire variable, démontre que la politique est précise et dosée : une attaque contre Ortega y Gasset, un éreintement de Ramon Sender — qui fut pourtant communiste — lequel, paraît-il, n'aurait écrit en 1935 qu'une « évocation d'autres temps » (ce qui est faux), un éloge de José Bergamin, le compagnon de route chrétien...

Si la décision du P.C.E. de juin 1956 se traduit dans les faits et s'impose dans tous les secteurs de la propagande soviétique, il est essentiel de savoir ce qu'elle représente en Espagne même. Là, les témoignages de militants récemment sortis du pays, comme les nouvelles transmises par les noyaux clandestins agissant outre-Pyrénées deviennent précieux. Ces informations concordent pour signaler que les quelques éléments communistes qui œuvrent dans les milieux ouvriers s'efforcent :

1o de pénétrer dans l'appareil syndical phalangiste en participant aux élections de délégués et en facilitant la candidature d'hommes manœuvrables (2) ;

2o d'influencer les fonctionnaires des syndicats verticaux pour qu'ils adoptent une attitude d'opposition à la politique « atlantique » de Franco ;

3o de propager l'idée que les actuels syndicats demeureront en vie quel que soit le sort du régime actuel, et que leur rôle sera plus étendu après l'élimination de Franco ;

4o d'envisager une perspective où les syndicats uniques ne devront pas céder la place aux organisations ouvrières traditionnelles, C.N.T. et U.G.T., que la victoire militaire franquiste a rendues illégales et cela dans la mesure où le P.C. empêchera le « chaos social » (3).

Autrement dit, et c'est là où les déclarations du comité central prennent les couleurs de la réalité souhaitée et préparée par les communistes en Espagne, l'actuelle organisation syndicale phalangiste sera considérée par le P.C. comme la confédération unique, et l'U.G.T. et la C.N.T. comme des centrales scissionnistes, irresponsables et pseudo-révolutionnaires.

On imagine sans peine la porte de sortie — et de rentrée immédiate — qu'ouvrent les organisateurs du P.C.E. aux milliers de fonctionnaires, bureaucrates, hiérarques et prébendiers des syndicats verticaux, en échange de l'acceptation d'une protection communiste. La réconciliation nationale, exprimée en termes simples, c'est le maintien de l'appareil bureaucratique des syndicats phalangistes, pour peu que celui-ci adopte les directives post-staliniennes. Les adversaires de la réconciliation, c'est-à-dire les emprisonnés, les clandestins, les illégaux et les exilés seront dénoncés comme diviseurs et antipatriotes.

La manœuvre est rendue plus évidente encore par l'extrême prudence des activistes communistes dans le domaine des luttes effectives contre le régime. Les récentes grèves, tant dans les Asturies qu'à Barcelone, ont laissé transparaitre l'influence anarcho-syndicaliste, socialiste, démo-chrétienne, mais nulle part les communistes ne se sont manifestés. Outre qu'ils sont peu nombreux dans les usines, il est loisible de constater que l'appareil des agents est essentiellement tourné vers la conquête de la hiérarchie phalangiste et vers la diffusion de consignes générales en matière de politique internationale.

Mai 1937 se répétera-t-il ?

L. M.

---

(1) Voir R.P. d'octobre 1956.

(2) La « déclaration » disait : Des changements très importants ont eu lieu au sein des Syndicats Verticaux et des « Hermandades ». En dépit de l'attitude de certaines hautes hiérarchies franquistes qui agissent en tant que frein, la pression des travailleurs et l'attitude de toute une série de délégués syndicaux, de membres des sections sociales et de bon nombre de fonctionnaires syndicaux ont conduit le secteur ouvrier de ces syndicats à prendre dans les Congrès de travailleurs des accords qui se trouvent en franche opposition avec la politique du régime et qui correspondent aux intérêts de classe des travailleurs.

(3) A ce sujet, le P.C.E. annonçait :

A son tour, la classe ouvrière a acquis une plus grande maturité politique, une expérience révolutionnaire, une plus grande connaissance et compréhension de son rôle dans la société, et elle ne se laissera pas entraîner par les propagandes infantiles apparemment révolutionnaires, mais contraires à ses véritables intérêts.

LA CRISE ECONOMIQUE ET SOCIALE EN FINLANDE

Quand la petite république de Suomi célébra, le 8 janvier de cette année, le quarantième anniversaire de son indépendance, le pays ne pouvait évoquer qu'une histoire singulière et pleine de souffrances, et il se trouvait dans une situation économique et politique peu enviable.

C'est au XIIe siècle que les Suédois commencèrent à « christianiser » par l'épée les Finlandais. En récompense pour les services rendus à l'Eglise, les Suédois conservèrent le pays conquis, si bien que, du XVIe siècle jusqu'en 1809, Suomi demeura un satellite suédois. A partir de cette date, le pays fut dominé par le grand voisin oriental, la Russie. La libération nationale n'intervint qu'après la révolution russe.

La population de la Finlande atteint aujourd'hui 4 millions et demi d'habitants. La langue populaire, qui se rattache à la famille finno-ougrienne, n'a aucune parenté avec les autres langages européens, à l'exception du hongrois. Dix pour cent environ de la population parlent le suédois (moins qu'autrefois) et quelques milliers de citoyens du Nord s'expriment en lapon. Pendant de longs siècles, les Finlandais ont connu la pauvreté, l'oppression étrangère et les guerres. Les souffrances du peuple n'ont pas pris fin avec sa libération nationale : l'agression de Staline contre la Finlande en 1939 et la guerre de revanche qui suivit, en alliance avec Hitler, le prouvent éloquemment. C'est précisément cette guerre de revanche, soutenue par Vaïno Tanner, le « grand vieil homme » du parti socialiste finlandais, qui a entraîné une série de conséquences fatales pour la République finlandaise.

Nous ne parlons pas de l'évolution générale. Les pertes économiques, les indemnisations de guerre, l'annexion de certains territoires au bénéfice de l'Union soviétique étaient inévitables. On peut juger de même du pacte « d'amitié » imposé à Suomi par l'U.R.S.S., pacte qui détruisit la communauté naturelle qui unissait la Finlande aux autres pays scandinaves. Une conséquence particulière des deux guerres fut que les socialistes qui formaient le plus grand parti de 1919 à 1939, avec 85 députés sur 200 en 1939, n'en conservent plus que 46, alors que les communistes en disposent de 42. Cette évolution serait inconcevable sans l'erreur fatale commise par Tanner. Les socialistes furent désignés comme le parti des « criminels de guerre » et Tanner lui-même fut condamné à cinq ans de prison. Au lendemain de la seconde guerre mondiale, le parti socialiste se trouvait dans une situation difficile.

Actuellement, le parti le plus fort de Finlande est la Fédération des Agrariens, laquelle dispose de 60 sièges au Parlement. Les partis bourgeois disposent au total de 112 mandats contre 88 pour les socialistes et les communistes. Si l'on considère que la population a augmenté de 20 % depuis 1920, époque où les socialistes disposaient de 80 sièges, on comprend aisément que les forces socialistes ont diminué de 50 %. De plus, ce parti réduit de moitié est aujourd'hui scindé et ce sont deux fractions socialistes qui se présenteront séparément aux élections générales cette année.

Cette scission politique est également une scission syndicale. La Finlande possède à présent deux centrales syndicales, situation qui illustre la grave crise que traverse le mouvement ouvrier. La scission syndicale se produisit d'une curieuse façon : l'opposition du parti socialiste contrôlait la direction de la centrale syndicale, alors que la direction du parti orientait l'opposition dans les syndicats. Quand survint la rupture au sein de l'organisation politique, après plusieurs années de luttes acharnées, les dirigeants du parti prirent l'initiative de créer une nouvelle centrale syndicale. Dès avant cette décision, la direction de la centrale syndicale avait créé un quotidien **Payvan Sanomat,** comme organe de l'opposition syndicale et comme arme de combat contre le parti.

La grande crise économique qui frappe la Finlande doit donc être affrontée par un mouvement ouvrier démocratique profondément affaibli. La situation est rendue plus grave encore par le voisinage immédiat de l'Union soviétique et par l'importance du parti communiste. Les agrariens, qui tiennent actuellement le haut du pavé dans la politique finlandaise, sont imprégnés de traditions fascistes et continuent à se manifester comme un groupe réactionnaire à bien des points de vue. La Fédération patronale témoigne d'un esprit beaucoup lus agressif que les patronats des autres pays scandinaves, socialement plus pacifiés que le Suomi. La situation du pays est donc très délicate vue sous l'angle de la démocratie : réaction — traditionnelle d'un côté, communiste de l'autre — et un mouvement ouvrier libre engagé dans des luttes intestines passionnées.

Le fond de cette évolution politique peut être dégagé du développement de la crise économique qui est à l'origine de l'énorme confusion politique qui règne en Finlande. Le vieux « criminel de guerre » Tanner (âgé de 76 ans) a été réélu président du parti socialiste. Malgré l'indemnité de guerre qu'elle dut payer aux Russes, la Finlande se remit rapidement de la guerre et de ses conséquences, et son équilibre se maintint jusqu'en 1955. Dès lors, l'inflation monétaire se manifesta dangereusement et les difficultés du gouvernement — formé par les agrariens et les socialistes sous la présidence du socialiste Fagerholm, homme respecté — devenaient chaque jour plus grandes. La centrale syndicale exigea pleine compensation de la hausse des prix pour les salariés et réclama une augmentation générale de 12 %. L'inflation galopant sans arrêt, les augmentations de salaires devinrent illusoires en peu de temps. Les agrariens, de leur côté, réclamaient des prix plus élevés pour les produits agricoles. Aucun accord ne put être trouvé, entre les groupes sociaux intéressés, par la voie des négociations.

Dans cette conjoncture, au début de 1956, la centrale syndicale décréta la grève générale. La grève fut totale et se déroula sans incidents, mais après cette opération le malade ne put se rétablir. L'inflation dévora les relèvements de salaires et le problème se trouva à nouveau posé. Le niveau des prix des produits finlandais s'éleva et les exportations ralentirent, si bien que l'inflation se compliqua par une crise. Alors que le chômage augmentait, les rentrées de l'Etat diminuaient et les dépenses publiques s'accroissaient rapidement. Le gouvernement Fagerholm versa des indemnités aux chômeurs, et un beau jour, l'Etat se trouva en faillite. Les caisses publiques étaient vides et le directeur de la Banque nationale, un autocrate possédant une conception très précise de la solution à donner à la crise — von Fieandt — refusa tout crédit au gouvernement. Dans cette situation, l'Etat ne pouvait même plus payer les allocations familiales.

C'est sous le coup de ces événements que se produisit la scission socialiste. Le président de la République — depuis 1956 — Urhu Kekkonen, un agrarien intelligent et dur, ne bougea pas pendant

toute la crise. Quand le gouvernement de Fagerholm fut contraint de démissionner, en 1957, personne n'était en mesure de prévoir une issue. Après six semaines, un gouvernement « d'expédition des affaires » fut désigné, lequel ne se montra pas plus capable de trouver une solution : la dévaluation de la monnaie qu'il décida ne produisit pas les conséquences attendues et les exportations ne reprirent pas. La constitution d'un gouvernement de transition était une astuce politique ; c'est en effet le directeur de la Banque nationale. von Fieandt, qui fut placé à sa tête, et sa nomination devait lui faire perdre beaucoup de son crédit politique. En ce moment, les agrariens se préparent à renverser ce gouvernement. La politique de von Fieandt, prudente et souple, ne fut pas approuvée par le Parlement.

Le chômage est important et les problèmes de la Finlande n'ont toujours pas reçu de solution. Il est probable qu'un nouveau gouvernement « d'expédition » remplacera le cabinet von Fieandt. Mais nul ne sait s'il sera possible de constituer un gouvernement normal, après les élections qui se dérouleront dans le courant de l'année.

Du point de vue ouvrier, la leçon décisive de l'évolution finlandaise est que l'inflation devient un facteur fatal à partir du moment où elle ne peut plus se développer davantage, c'est-à-dire quand le niveau des prix intérieurs dépasse celui des pays voisins. Cela signifie également que la grève générale comme moyen de lutte pour obtenir de plus hauts salaires devient une arme discutable. Il est évident que si les travailleurs veulent s'imposer dans une situation inflationniste, soit par la grève générale, soit par d'autres moyens, il ne peut être question d'exiger seulement des hauts salaires nominaux. Si rien n'est fait pour contrôler l'évolution économique après la lutte, les grèves ouvrières ne feront que pousser de Charybde en Scylla.

Une autre remarque importante doit être faite en ce qui concerne l'inflation finlandaise : pour encourager l'épargne en dépit de la dépréciation de la monnaie, il avait été institué un système d'épargne basé sur l'indice des prix. C'est-à-dire que si un épargnant plaçait 1.000 marks à la Caisse, il pouvait en toucher 2.000 au cas où la chute de la monnaie aurait atteint 50 %. Une conséquence de cette formule a pu être enregistrée en ce qui concerne l'emprunt effectué pour la Carélie. Cet emprunt s'élevait à 18 milliards de marks ; le remboursement des parts a dû s'effectuer à concurrence de 65 milliards. Autrement dit, l'expérience de l'épargne garantie par l'indice des prix a contribué à rendre plus grave l'inflation et à accentuer la grande crise qui frappe la Finlande.

Evert **ARVIDSSON.**

Aspects sociaux et politiques du Danemark

Tout au long de l'hiver et au début du printemps, la situation sociale a été marquée par des négociations syndicales et des referendums ouvriers concernant les nouveaux contrats collectifs qui ont ramené la semaine de travail de 48 à 45 heures, avec entière compensation des salaires et contrepartie des deux tiers pour les travailleurs à la tâche. En certains cas, la réduction de la semaine s'effectuera en une seule fois à compter du 1er mars 1959, en d'autres cas elle se réalisera au rythme d'une heure par an, de 1958 à 1960 (suivant le modèle suédois).

Les employeurs n'ont opposé aucune résistance sérieuse à la diminution de la semaine de travail, bien que pendant des années ils aient énergiquement défendu les 48 heures. Sans doute doit-on ce changement d'attitude à l'évolution suivie par d'autres pays, chez nos voisins notamment, mais aussi à de vastes actions ouvrières déclenchées par surprise au cours des négociations, il y a deux ans. Par contre, la revendication portant sur un salaire minimum — 200 couronnes par semaine — garanti aux travailleurs non qualifiés, fut rejetée en premier lieu, puis admise presque intégralement après que les ouvriers eussent fait preuve de leur volonté combative.

De même, des avantages furent acquis pour des travaux de nuit et par équipes, et le système concernant la revision automatique des salaires selon les variations de l'indice des prix fut maintenu. Les patrons parvinrent cependant à faire signer des contrats pour trois ans au lieu de deux ans et les syndicats acceptèrent de signer une déclaration sur l'utilisation rationnelle de la semaine de travail réduite et l'augmentation de la productivité.

Les communistes danois et le petit parti socialiste de gauche fondé récemment conseillèrent aux ouvriers de repousser les nouveaux contrats mais n'obtinrent aucun écho dans la masse. Finalement, même les représentants communistes des ouvriers typograpes et des travailleurs des fours acceptèrent les accords.

Grâce à la réduction de la semaine de travail, les nouveaux contrats s'inscrivent parmi les meilleurs qu'ait obtenus le mouvement syndical danois. Depuis 1919, quand fut introduite la journée de 8 heures, rien n'avait pu être obtenu sur ce terrain, et il n'y a que la prolongation des congés payés, il y a vingt ans, puis en 1952, qui puisse s'inscrire dans le bilan.

Le fait important est que la journée de travail des travailleurs agricoles a été fixée à 8 heures, au lieu de 9 en été et 8 pour les autres périodes, comme il en était jusqu'à présent. Cette réforme ne fut admise qu'après que le gouvernement eut offert aux propriétaires terriens une série de concessions pour compenser les difficultés de l'exportation et l'effondrement du prix du beurre sur les marchés intérieurs et anglais

LES ELECTIONS MUNICIPALES

En mars, des élections municipales ont été organisées dans tout le pays. Voici les pourcentages de voix recueillis par les partis lors des consultations municipales de 1954 et 1958, ainsi que des élections générales de 1957 :

	1954	1957	1958
	—	—	—
Socialistes	41,0	39,4	38,8
Radicaux (libéraux de gauche)	7,8	7,8	7,3
Conservateurs	19,2	16,6	20,7
Parti georgiste	2,2	5,3	2,4
Socialistes de gauche	—	—	0,3
Communistes	3,4	3,1	3,0
Indépendants	0,2	2,3	0,4
Minorité allemande	0,5	0,4	0,4
Liste des « Citoyens », etc.	2,3	—	2,0

Le petit groupe réactionnaire des « Indépendants » ne s'est présenté que dans quelques communes alors que les « Allemands » ne se manifestaient que dans la région frontière.

Les « Georgistes » ont perdu en 1958 ce qu'ils avaient gagné aux élections de 1957. Cette chute se doit à leur collaboration gouvernementale avec les socialistes ; aux prochaines élections générales, leurs voix perdues iront sans doute aux partis bourgeois (conservateurs et libéraux). Les pertes

du parti communiste sont la conséquence des événements de Hongrie ; elles furent réduites sans doute du fait de l'influence des succès techniques de la science dite « soviétique ». Le déclin du parti socialiste semble arrêté. Le nouveau parti socialiste de gauche a tenté sa chance dans sept communes, recueillant plus de suffrages qu'il n'en espérait. A Esbjerg comme à Elseneur, ce parti a conquis un siège. Ce résultat reflète un certain mécontentement envers les partis socialiste et communiste, envers ce dernier surtout.

Le parti socialiste de gauche possède ses bases les plus solides dans quelques villes de province. Cependant, dans la capitale, le niveau politique et théorique de ses animateurs est meilleur du fait de l'influence d'anciens trotskystes. Ces éléments sont malheureusement caractérisés par un esprit sectaire et des conceptions « ultra-gauchistes », si bien qu'on ne peut s'attendre à ce que la section de Copenhague dépasse le cadre d'un groupuscule. En province, la confusion est totale dans le domaine théorique, si bien que le parti lui-même est une organisation faible qui peut disparaître ou se dissoudre rapidement. Les socialistes de gauche ne représentent donc pas une menace pour les deux grands partis ouvriers.

DEBAT SOCIALISTE

Un des traits les plus caractéristiques du mouvement ouvrier « socialiste » moderne est l'absence presque totale de vie intellectuelle et de débats d'idées. Tout est routine organique, politique « réaliste » en tous terrains économique et administratif, et compromis ou réformes sans contenu socialiste. La conséquence de cela c'est la passivité croissante des masses et une bureaucratisation générale correspondante, avec un pouvoir toujours plus grand des dirigeants.

Placés devant ces réalités, quelques cercles de militants de Copenhague ont formé — et c'est un signe encourageant — un « forum de débat socialiste ». Les initiateurs de cette expérience sont en premier lieu des socialistes actifs et non doctrinaires, quelques communistes qui démissionnèrent ou furent expulsés du parti après les événements de Hongrie.

Dans une circulaire adressée à 2.000 personnes, le groupe d'initiative déclare : « Nous, soussignés, ressentons la nécessité de constituer un centre de discussion ouverte qui se base sur les valeurs socialistes et humanistes. Nous croyons qu'il est important de mettre en valeur les idées du socialisme démocratique autant pour réagir contre le conformisme croissant qui se manifeste aux Etats-Unis et s'installe en Europe occidentale, que contre le communisme qui se caractérise par le dogmatisme et l'uniformité. »

A la réunion de constitution de la nouvelle association, 300 personnes étaient présentes, ce qui est un succès en période où la fatigue des meetings et des assemblées est générale. La majorité des participants étaient des militants actifs dans diverses organisations politiques, des intellectuels, des journalistes, des enseignants. L'assemblée décida que l'association « Débat Socialiste » ne devait pas être un simple club de discussion, mais une véritable « communauté de travail » qui éditerait documents et études sous forme de brochures et de livres. Preben Wilmann, connu avant tout par ses activités culturelles, fut élu président.

Depuis l'assemblée de formation le nombre des affiliés a augmenté. La plupart sont des socialistes indépendants et d'esprit critique. Parmi les « sans-parti », il y a un certain nombre de neutralistes qui entretiennent encore certaines illusions sur les communistes. Mais il n'y a aucun communiste « croyant ».

En résumé, on peut dire que les meilleurs éléments du mouvement ouvrier de Copenhague sont entrés dans la nouvelle association. Bien entendu, la création de cet organisme ne signifie nullement que le climat politique danois a été modifié, mais il se peut que de cette initiative naisse un certain effort de pensée socialiste qui intéresse l'ensemble du mouvement ouvrier danois.

Carl Heinrich PETERSEN

GRÈVE A LA K.L.M.

Du 17 au 20 mars, les pilotes de la K.L.M. ont fait grève aux Pays-Bas. L'origine de cette grève se trouve dans le brusque renvoi de deux pilotes, membres du comité syndical, accusés d'avoir fourni à la presse des informations sur la compagnie d'aviation, informations que la direction considéra inexactes et déloyales. Les grévistes exigeaient la réintégration des deux hommes. En fait, le conflit correspondait à une question de salaires et à certaines conditions de travail à la K.L.M.

La grève se termina par une médiation. Les grévistes eurent gain de cause. Les renvois furent annulés et les jours de grève payés. En ce qui concerne les salaires, les deux parties acceptèrent de se soumettre à une procédure d'arbitrage, après enquête menée par le ministère des Affaires sociales. Le problème était de savoir si les salaires des pilotes hollandais étaient inférieurs à ceux de leurs collègues des autres nations. Le cas fut tranché : l'infériorité des salaires fut estimée à 5 %.

Le succès de la grève s'explique par la solidarité efficace des intéressés, non seulement des pilotes syndiqués, mais également des inorganisés ; au lieu de 35 avions circulant chaque jour, il n'y en eut que deux ou trois. Le soutien de la I.F.A.L.P.A. (Fédération Internationale des Pilotes d'Aviation Civile) fut décisif. Le blocus de l'aérodrome d'Amsterdam-Schiphol par tous les pilotes des compagnies étrangères représentea une menace réelle. Enfin, la solidarité de toutes les catégories de personnel, notamment des hôtesses, contribua à la victoire.

Pour comprendre l'importance de cette grève qui provoqua l'attention générale de l'opinion, il est nécessaire de connaître exactement ce que signifie la K.L.M. en Hollande. C'est une des plus vieilles compagnies d'aviation civile dans le monde, si bien qu'elle est devenue motif d'orgueil national, institution presque sacrée. De nombreux journaux, et même certains quotidiens socialistes virent dans la grève une offense à l'honneur national, et invectivèrent les grévistes. La K.L.M. est une société anonyme, mais la plus grande partie des actions ont fini par se trouver entre les mains de l'Etat, après la deuxième guerre mondiale. Au sein de la compagnie règne un fort esprit de corps, du fait précisément qu'il s'agit d'une institution nationale; elle n'avait jamais connu de grève. Mais au cours des dernières années, les relations entre la direction et le personnel s'étaient progressivement détériorées, surtout depuis la mort du directeur-fondateur de la compagnie Plesman. Son successeur est l'ex-général Aler. Les pilotes étaient et sont profondément las des « conceptions et des méthodes exagérément militaristes de la direction ».

Les éléments les plus actifs parmi les grévistes furent les jeunes pilotes, la plupart d'entre eux ayant accompli leur service militaire dans l'aviation de guerre. Presque tous sont d'extraction bourgeoise et n'ont pas de contact avec les milieux ouvriers. Leurs revenus sont de loin supérieurs aux salaires ouvriers. Leur attitude politique et sociale ne revêt en rien un caractère prolétarien. C'est précisément pour ces raisons que la grève a provoqué une extraordinaire attention. — R.

ILLUSION, MAIS PAS D'ESPOIR
DANS LE MOUVEMENT OUVRIER METROPOLITAIN

En France, les salariés de l'Etat-patron ne sont pas contents parce que les rajustements presque automatiques qui accompagnaient la hausse des prix ne se font pas régulièrement depuis plus d'un an.

Les deux dernières grèves de 24 heures, avec l'accord des principales centrales syndicales, en mobilisant plus d'un million de travailleurs des secteurs nationalisés, prouvent le sérieux de la menace d'une grève illimitée, si le gouvernement ne procède pas aux rajustements demandés.

Les mineurs ont même l'intention d'aller plus loin. Non seulement ils veulent arracher les échelles mobiles sur le coût de la vie et l'indice de la productivité prévues par le Statut des mineurs, mais aussi une retraite complémentaire, le salaire garanti et une réduction de la durée de travail.

Comment ne pas se réjouir de voir la classe ouvrière recourir à l'action directe, surtout dans des corporations qui ont plutôt tendance à n'accorder de vertus qu'au pied de biche.

On se prend à espérer un renouveau de combativité devant ces manifestations de force. Mais comment ne pas se sentir le cœur serré à la pensée de ce que cette force n'ose faire et qui pourrait être considérable dans la conjoncture actuelle !

Même pour 24 heures, un million d'hommes se croisant les bras, disant : **Assez !** à la guerre d'Algérie, ça ferait du bruit. Cela signifierait que le mouvement ouvrier métropolitain, décidé à faire face au problème colonial, reprend sa démission et ne voit plus que des frères de misère dans tous les exploités de l'impérialisme français. Et des alliés dans la lutte contre l'exploiteur commun.

Malheureusement, dans leurs revendications et leurs mouvements, à aucun moment les travailleurs de France n'ont manifesté contre la politique de leur gouvernement en Algérie.

LES AVIS DES ORACLES SYNDICAUX

Et les oracles syndicaux consultés ne nous laissent aucun espoir que ce soit pour bientôt.

L'oracle de la C.G.T., Henri Raynaud, déclare bien que « la guerre d'Algérie est la cause essentielle de nos maux, que ce problème domine la situation politique et économique, et qu'il faut la faire cesser au plus vite », mais son urgence se limite à rappeler qu' « il ne faut pas oublier les nombreux ordres du jour et résolutions... pour la paix en Algérie et... contre l'installation de rampes de lancement de fusées atomiques » ! Avec un « Certes, il est nécessaire de faire davantage », qui vaut son pesant de jésuite rouge.

Tout en reconnaissant qu'au sein de ses adhérents « les uns veulent parler de l'Algérie pour traduire leurs préoccupations devant la continuation du conflit, les autres, au contraire, refusent d'en parler et de mêler ce problème à l'action syndicale », la C.F.T.C. rappelle ses positions : « Aucune solution valable au problème algérien ne sera possible en dehors du respect des libertés fondamentales de la personne humaine et du souci partagé par tous de tenir compte des légitimes intérêts et aspirations de toute la population algérienne. »

Quant à Bothereau, il déclare sans ambage : « Ce ne sont ni les travailleurs ni la classe ouvrière qui feront cesser la guerre d'Algérie. »

DEMISSION CONFIRMEE

Ainsi donc, non seulement le mouvement ouvrier métropolitain ne reprend pas sa démission, mais il la confirme.

La guerre d'Algérie n'est pas son affaire. Seuls, pour lui, comptent le scooter et la télévision. Qu'il prête la main à l'étranglement de la liberté, au massacre des innocents par les paras, peu lui chaut, pourvu qu'on le rajuste.

Admettons qu'il y ait dans cette attitude plus d'égoïsme que de perversité, mais comment expliquer que le mouvement ouvrier, le syndiqué de France, par définition internationaliste, soit à ce point égoïste, quand il s'agit de travailleurs d'Asie ou d'Afrique, si ce n'est parce qu'il a tourné le dos à la lutte de classe ?

Le seul moment où la classe ouvrière française a pris nettement position en matière coloniale, après la première guerre mondiale, c'est pendant la courte période où elle n'était pas encore tombée victime de la direction unique.

On luttait, à l'époque, dans le but de remettre aux travailleurs les instruments de production détenus par les patrons et l'on soutenait, dans la mesure du possible, les mouvements d'émancipation des peuples coloniaux. Et on était sincère quand on leur disait qu'il ne fallait pas se séparer dans cette lutte, mais qu'il fallait s'épauler mutuellement.

Depuis la direction unique, le mot d'ordre : « Liez votre lutte à la nôtre », est devenu une immense duperie, les « communistes » n'étant sur l'échiquier mondial qu'un pion truqué entre les mains de Moscou. Depuis, C.G.T.U. et C.G.T. stalinienne n'ont lutté et ne luttent plus uniquement que pour le triomphe du capitalisme d'Etat et pour son immense hiérarchie des salaires, se souciant comme d'une guigne de la révolution égalitaire que veut la lutte de classe.

LA C.G.T. DE JOUHAUX

Quant à la C.G.T. de Jouhaux, nous nous bornerons à rappeler quelques hauts faits significatifs, en matière coloniale.

On sait que la C.G.T. a participé aux « fêtes du centenaire » organisées par la IIIe République, pour commémorer les massacres du maréchal Bugeaud !

Le 16 février 1930, à la veille de ces « fêtes », se tinrent à Alger « de véritables assises du mouvement syndical de l'Afrique du Nord ». Nous n'avons pas de chiffres sous la main pour juger de l'importance de ces assises, mais on devine que la représentation « indigène » devait être bien maigre, si nous partons de notre expérience de 20 ans de Tunisie. Mais passons. Retenons simplement que Jouhaux, rappelant la brève existence de la C.G.T. tunisienne, a parlé, à ces assises, « des méthodes démagogiques que le communisme avait employées à un moment donné en Afrique du Nord pour essayer de dresser la population indigène contre les éléments européens. »

La mauvaise foi est flagrante. Je sais bien que Million a présenté, dans « le Peuple », l'activité des

militants syndicalistes tunisiens « comme une propagande dont le but est exclusivement de susciter des troubles » et « qui ne saurait être confondue avec l'action ouvrière » ; que les S.F.I.O., l'Union des Syndicats de Tunisie qu'ils dirigeaient ont déclaré : « ...il en résulte un danger grave, car cette agitation vise à provoquer des soulèvements anti-européens » et que, pour eux, nous étions vendus à la Russie, à l'Allemagne, et même à la Haute Police !

Mais je sais aussi, et Jouhaux le savait également, que la C.G.T. Lafayette s'est toujours refusée à engager la lutte pour le triomphe du principe : « A travail égal, salaire égal ». Il savait qu'il s'était même trouvé des postiers français syndiqués pour protester auprès de leur direction contre l'application de ce principe aux postiers tunisiens.

Il savait très bien qu'il y avait trois salaires sur les trams, decrescendo, du Français en passant par l'Européen tout-venant, jusqu'au Tunisien ; que là où le contremaître français gagnait 16 francs par jour, le tunisien n'en gagnait que 9,50 (24 ans de services); que le caviste italien en gagnait 13 et le tunisien 7 (30 ans de services) ; le mineur italien 14, le tunisien 7.

Et que lorsque les dockers tunisiens voulaient manifester leur mécontentement dans la rue, le « maçon » Durel (secrétaire de l'Union départementale) allait trouver le « maçon » Saint (résident général), et les grévistes étaient gros-jean comme devant.

Les communistes tunisiens n'ont jamais eu à discuter s'ils devaient fonder une C.G.T. tunisienne. Celle-ci est sortie tout armée du cerveau des dockers de Tunis.

La vérité, c'est que la C.G.T.T., révolutionnaire par essence, faisait peur à la C.G.T. Lafayette réformiste. Il fallait donc l'abattre par tous les moyens, même les plus dégueulasses comme la calomnie. Car avec la C.G.T.T., finie la prépondérance syndicale. Et peut-être la prépondérance tout court.

Le réformiste sent plus en Français qu'en syndicaliste, en nationaliste qu'en internationaliste. Le réformiste ne veut pas de la révolution, seulement sa part du gâteau. Qu'elle soit prise sur celle qui revient à l'indigène, de cela il n'a cure. Ce qu'il veut, c'est que dans son domaine il ait aussi le monopole, sinon il se sent déchoir à ses propres yeux. De l'intérêt ouvrier, tout court, il n'a que faire. La lutte de classe est sa bête noire. Aussi préférera-t-il dresser les travailleurs les uns contre les autres s'il ne peut arriver à les dominer.

Ainsi, en Tunisie, en 1924, il a exploité démagogiquement l'horreur de la guerre pour dresser les ouvriers de France contre les ouvriers tunisiens en affirmant que la paix était en jeu.

En même temps, faisant coup double, cette façon de pésenter la situation était un appel direct à la répression gouvernementale, les autorités n'attendant que l'occasion de frapper sans pitié ceux qu'elles appellent, d'accord avec la social-démocratie, des « fauteurs de troubles ».

Dresser les ouvriers de France contre les ouvriers des colonies, appeler la répression sur la tête de ces derniers, telle a été la politique constante des Jouhaux, Lafond et autres Malé (celui-ci de la « main rouge » !). Les administrateurs, les gouverneurs, les résidents généraux ont toujours trouvé des alliés dans les hommes de la C.G.T.

A Madagascar, ils se sont rendus complices d'une ignominie sans nom.

Une étude remarquable, « Panorama malgache », publiée par la R. P. de 1930, révèle, dans la Grande Ile, « toute une série d'attentats à la liberté individuelle dénommés : réquisitions, corvées, prestations, deuxième contingent, ramassage, vagabondage, engagements (obligatoirement) volontaires ». Le SMOTIG, autrement dit : Service de la main-d'œuvre pour les travaux d'intérêt général, et surtout les « odieux contrats de travail » sont les formes les plus terribles de travail forcé.

Le SMOTIG. — « Par un décret du 3 juin 1926, le gouverneur Olivier a condamné à trois années de travaux forcés les jeunes gens « dispensés » du service militaire, c'est-à-dire ceux qui ont tiré un bon numéro, la « deuxième partie du contingent »... « Ces jeunes gens n'ont aucun des « avantages » juridiques et moraux que confère la qualité de militaire, mais ils en ont tous les inconvénients. Ils sont des **civils menés militairement,** des travailleurs à qui la production de plus-value est imposée par les brimades, la salle de police, la prison. »

En principe, ces travailleurs doivent être affectés à des travaux d'intérêt **général,** en fait ils ne **travaillent que pour des capitalistes :** port de Tamatave, entreprise franco-belge, chemin de fer de Betsiléo, même dans les usines de sucre — et souvent au bénéfice particulier de leurs gardiens, après la journée terminée sur d'autres chantiers, c'est-à-dire la nuit.

Les engagements (obligatoirement) volontaires. — C'est en somme le **travail** par contrat, le grand moyen de « travail forcé » au service des colons et de l'Administration, pratiqué sur une vaste échelle aux Nouvelles-Hébrides et en de nombreuses îles du Pacifique. A Madagascar aussi, au mépris de toute loi, l'engagé est **puni,** ou spolié de son salaire quand il déplaît à l'engagiste. Là aussi, ces engagements sont obtenus par contrainte, menaces ou tromperie.

« Le métier de recruteur de main-d'œuvre, écrit **l'Opinion** du 18 octobre 1929, devient lucratif à Madagascar. Ils ont l'audace jusqu'à faire des annonces dans les journaux. C'est pourquoi, ils s'abattent comme des vautours trouvant une charogne dans le Sud et le Sud-Est de Madagascar. Actuellement, de temps à autre, passent à Tananarive, traversant la capitale, de tristes convois de ces malheureux, recrutés forcés, couverts de haillons, affamés, encore obligés de faire à pied le trajet de Fort-Dauphin à Majunga ou Diego-Suarez, c'est-à-dire plus de quinze cents kilomètres... Devant le tableau de ces tristes convois, on dirait qu'on revoit à Madagascar le temps du commerce d'esclaves aboli par Radama Ier il y a cent ans. »

Toujours, ces engagements volontaires sont obligatoires. Voici une circulaire en date du 30 décembre 1925 du gouverneur Olivier lui-même :

« La situation économique actuelle, qui vaut à Madagascar une prospérité autrefois inconnue, est venue accroître les difficultés dues aux causes profondes que je viens d'indiquer. Les produits du sol ont acquis une telle valeur **qu'il s'en est suivi une évidente disproportion entre les salaires, d'une part, et les revenus personnels, d'autre part.** Le résultat est qu'un très grand nombre d'indigènes ont abandonné les chantiers ou entreprises sur lesquels ils étaient autrefois employés et **se sont mis à travailler pour leur propre compte.** »

Ainsi, puisque les travailleurs quittent les chantiers, il faut les contraindre à y revenir. Il n'y a qu'à les engager « librement ».

« Les chefs de canton, auxquels très probablement l'Administration promet une prime, procèdent au recrutement des engagés en employant... la brutalité et la menace de prison. Ils arrachent ainsi les Malgaches à leurs cultures... L'un d'eux, laissant sa femme sur le point d'accoucher, fut contraint de quitter sa maison la veille de la naissance de son enfant. »

Ces **faux** contrats constituent la plus importante ressource de travail forcé et la base essentielle de la productivité impérialiste. Pas de droit syndical, évidemment, et point de solidarité de la part du prolétariat européen.

Il appartenait à ceux qui ne peuvent ignorer l'existence de millions de forçats tropicaux, parce qu'ils sont à une source merveilleuse de renseignements : la S.D.N. et le B.I.T. — où Jouhaux était un haut-parleur de la plus grande puissance — de remplir « le monde de leur indignation, jusqu'à la suppression de

cette colossale entorse à la démocratie, la guérison de cette plaie sanglante et annulaire qui entoure la planète sur sa plus large zone et par son plus grand cercle ».

Mais ces fanatiques soutiens du régime « se taisent soigneusement » ou s'ils « accouchent d'un rapport », c'est pour rendre le travail forcé admissible dans certains cas, comme, par exemple : « le caractère de nécessité ou d'intérêt public du travail à exécuter et l'impossibilité de se procurer de la main-d'œuvre volontaire ». Pendant qu'il y a des millions de chômeurs en Europe qui ne demandent qu'à s'embarquer pour les colonies pourvu qu'ils y bénéficient de conditions de travail acceptables.

L'impérialisme n'a que faire de cette main-d'œuvre européenne « corrompue » par le syndicalisme. Il a plus de profit à l'entretenir à ne rien faire du moment qu'il trouve sur place, quelle que soit la méthode employée, une main-d'œuvre coloniale dont il est le maître absolu.

Et voilà la besogne inqualifiable à laquelle s'est prêté Jouhaux. Son scepticisme vis-à-vis du travailleur en général se doublait de méfiance et de mépris quand il s'agissait du travailleur de couleur, au point d'assister à son avilissement avec une conscience tranquille.

Il n'y a donc pas de raison de s'étonner que les hommes de F.O., qui se piquent de n'avoir pas d'autre politique que celle du « général », soient aussi lamentables. Ils collent aux impérialistes comme la misère sur le pauvre monde. C'est pourquoi ils avalisent toutes leurs saloperies.

LA C.F.T.C.

Autre syndicalisme conformiste : celui de la C.F.T.C.

Filiale de l'Eglise catholique, dont elle a pour mission de faire pénétrer les directives dans le mouvement ouvrier, la C.F.T.C. est pour le moment neutraliste, comme le prouve le vague de ses positions que nous avons rappelées plus haut.

C'est que ses maîtres eux-mêmes sont bien embêtés pour lui conseiller autre chose.

« L'Eglise de France a été historiquement associée à la politique extérieure française lors de l'expansion coloniale depuis le XVI[e] siècle, expansion militaire et économique fondée sur l'agression à laquelle l'expansion missionnaire a souvent servi de prétexte (lorsqu'elle ne servait pas de « justification providentielle » (a posteriori). »

Ce n'est pas qu'elle soit gênée pour jeter pardessus bord son complice, qu'il s'appelle capitalisme ou impérialisme (quelques « pater » et des « ave » suffiraient à apaiser sa conscience, s'il en était besoin), mais elle pense que ce n'est pas le moment. Le respect de l'ordre s'impose encore, puisqu'il s'accompagne de considérations qui, aux yeux de l'Eglise, ont plus de valeur devant l'Eternel que l'indépendance de l'Algérie. Il s'agit de la suppression de l'aumônerie de l'armée ou des lycées, ou de la révision de la loi Barangé, dont la menace pèse sur la tête de l'Eglise catholique comme une épée de Damoclès.

Aussi, depuis 1955, les mouvements de jeunesse catholique ont-ils reçu des consignes de silence qu'ils observent. Ce doit être les mêmes qui rendent la C.F.T.C. muette.

LA C.G.T. MOSCOUTAIRE

Avec la C.G.T. « communiste » le jeu est plus serré, parce que mené par ces habiles diplomates que sont les Russes. Nous allons tout de même essayer de voir clair dans leur machiavélisme.

Parmi les militants qui soutinrent la C.G.T. tunisienne, il y avait des communistes, mais un seul d'entre eux figurait parmi les membres de la C.E. Les autres étaient tous nationalistes. Quand cette C.E. fut arrêtée, celle qui la remplaça, composée uniquement de nationalistes, se vit refuser toute aide, pour continuer la lutte, par des huiles communistes venues de Paris, parce qu'elle n'accepta pas la mise en carte. Fidèle à sa nouvelle tactique, le parti préféra laisser tomber ce qui se refusait à son contrôle, sinon à sa direction.

Il fut prouvé que le dossier de ce qu'on a appelé le « complot » était inconsistant. Il ne contenait que des ragots de police. Une intervention vigoureuse au Parlement, une campagne dans « l'Humanité » auraient tué le « complot » dans l'œuf. Il était facile de prouver que l'activité des militants de la C.G.T.T. n'avait de « subversif » que la création de syndicats. C'était trop simple.

Il fallait aux cocos le procès, la cour d'assises, pour leur communiqué à Moscou. Que l'intérêt ouvrier ne cadrât pas avec celui du parti, quelle importance !

Au Maroc, l'intérêt ouvrier ne pesa pas lourd non plus.

C'est en 1943, quelques mois après la libération par les Américains que les staliniens s'affirment partisans du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, en ajoutant, toutefois, « que le peuple marocain n'a aucun intérêt à se désolidariser du peuple français ».

Ils créent l'U.G.S.M. : l'Union Générale des Syndicats Marocains. Malgré son titre ambigu, ce n'est pas une organisation autonome, mais une union départementale de la C.G.T. stalinienne.

Le Marocain n'a pas le droit syndical, mais personne ne l'empêche de se syndiquer, à la condition expresse que ce soit à des organisations encadrées par des Européens.

Avec le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et quelques ministres, les staliniens attirent les travailleurs marocains à l'U.G.S.M. Elle groupe 80.000 adhérents. C'est la seule organisation à avoir sa presse : un bimensuel, **l'Action syndicale ;** un quotidien, **le Petit Marocain.**

Mais son principal souci n'est pas tellement d'œuvrer pour faire aboutir les revendications ouvrières que d'entretenir le mécontentement. Rester les chefs de l'organisation, telle est la consigne. Elle s'y conforme.

On raconte que le résident général Labonne, à la suite d'une visite des cadres de l'Union locale, à propos du droit syndical aux Marocains, leur aurait offert un avion pour aller à Tunis étudier sur place le mouvement ouvrier tunisien. Ils ont demandé... à consulter « leurs organisations » (le parti, bien sûr !). Et la proposition Labonne n'a jamais eu de suite. D'apprendre que l'U.G.T.T. se passait très bien des staliniens, ça les a refroidis.

Ce qui ne les a pas empêchés de réclamer sans cesse le droit syndical pour les Marocains, et de continuer à être au mieux avec Labonne qui le leur a toujours refusé.

Ainsi nos staliniens faisaient le jeu du protectorat qui, reconnaissant, leur fournit un beau local pour l'U.G.S.M. ainsi qu'une clinique dont l'infirmier a été payé pendant des mois par la résidence générale.

« Il vous faut un journal ? » Il y en a un sous séquestre appartenant à un pétainiste. A la barbe des bourgeois qui auraient bien voulu profiter de l'aubaine, l'Administration vend à l'U.G.S.M. **Le Petit Marocain.** 40.000 exemplaires, un des plus forts tirages des journaux du Maroc.

« Une subvention ? Moins voyante que celle de F.O. ? Voici des annonces officielles : loterie nationale, bons du Trésor, lutte contre le paludisme... »

Même quand ils n'ont plus de ministres, les staliniens restent toujours « persona grata ». C'est que le protectorat n'a pas intérêt à leur disparition de la scène syndicale. Où trouverait-il meilleure équipe pour l'opposition de Sa Majesté ! Quel meilleur

partenaire pour jouer, avec le résident, la comédie aux Marocains !

Des hommes qui ont déclaré « que le peuple marocain n'a aucun intérêt à se désolidariser du peuple français » sont tout à fait dans la ligne gouvernementale.

« De même que l'état-major du nouveau Maroc est surtout composé de Français, il est désirable que les Français forment les cadres solides de son armée de travailleurs. L'intérêt individuel et collectif des Français, c'est de n'apparaître au Maroc qu'en qualité de chefs », lit-on dans **Initiation au Maroc** de l'Institut des Hautes Etudes Marocaines du Protectorat.

Il est certain qu'avec le droit syndical aux Marocains nos staliniens n'auraient plus été des chefs. L'exemple de la Tunisie en était la preuve irréfutable. Aussi, la résidence générale dormait-elle tranquille, les staliniens se conduisaient en bons Français, ils jouaient le jeu... colonialiste.

L'ESPOIR N'EST PLUS PERMIS

Ainsi, d'après notre expérience personnelle en Tunisie et des renseignements recueillis au Maroc lors d'un séjour de deux mois en 1948, il apparaît nettement que le sort de la classe ouvrière importait peu aux staliniens. La méthode change suivant le milieu où ils sévissent, mais ni l'internationalisme, ni la lutte de classe ne les animent. Ils ne connaissent que la lutte d'influence pour aboutir à un esclavagisme encore plus cruel que celui qu'ils dénoncent parce qu'il ne laisse aucun espoir d'en sortir, sinon à la faveur d'un chambardement général.

Nos staliniens ne s'intéressent pas davantage au sort des travailleurs algériens.

D'après Henri Raynaud, la C.G.T. n'est guère allée plus loin que de « nombreux ordres du jour et résolutions ». C'est vraiment peu pour mettre fin à la « pacification », alors que l'on représente une force considérable dans la métropole. Un tiers de la population française serait communiste, ou sympathisant, c'est-à-dire encore plus fanatique que les encellulés. Qu'attend le petit Raynaud pour la jeter dans la mêlée ?

Il nous souvient que dans les années 47-48, les grèves Molotov ont ébranlé le pays. De Marseille à Lille, de Mulhouse à Bordeaux, en passant par Paris, la France semblait atteinte de paralysie. S'il n'avait craint un nouveau conflit mondial, Moscou se serait sans doute payé le luxe d'une nouvelle république populaire.

Les forces moscoutaires n'ont pas diminué depuis qu'elles se sont dressées contre le plan Marshall. Les socialistes ont tellement bien travaillé pour elles !

Seulement, voilà, la Russie n'a pas intérêt à l'indépendance de l'Algérie. Que celle-ci devienne un satellite, même si on lui fait parvenir des armes, rien n'est moins sûr. Les peuples des colonies parce que révolutionnaires connaissent le prix de la liberté et ne tiennent pas du tout à tomber sous la botte de Moscou. Ils sont moins ignorants que ne le croient les Français des choses russes. Et Moscou le sait bien.

La France lui inspire davantage confiance. Et pour cause !

Vieille démocratie blasée, ayant perdu toute sensibilité à la souffrance humaine à force de manier la schlague dans les colonies, elle n'a plus pour la liberté qu'une vague condescendance. Elle la bafoue depuis si longtemps qu'elle est mûre pour un mariage de la schlague avec le knout. Un bon contrat de neutralisme ? Et pourquoi pas. Pourvu qu'elle ait pour dot au moment de la signature l'assurance du maintien de ses privilèges coloniaux.

La Russie le lui laisse espérer quand elle montre les dents contre la remise de Bizerte à l'OTAN et que Khrouchtchev la sermonne parce qu'elle se laisse supplanter une fois de plus par les Etats-Unis et la Grande-Bretagne. Et puis, la Russie n'a-t-elle pas fourni la preuve qu'elle respectera le contrat en faisant voter les pleins pouvoirs par ses hommes ? Pour la pacification. Rappelez-vous du 12 mars 1956.

Nous sommes loin de la liberté des peuples à disposer d'eux-mêmes ! Mais cela ne doit pas empêcher Henri Raynaud et sa C.G.T. de continuer à faire voter ordres du jour et résolutions en faveur des Algériens. Car il faut apparaître, contre toute évidence, comme les seuls défenseurs de la liberté. Cultiver les dupes, mais ne pas agir.

« LES PASSIONS RACISTES VONT CROISSANT »

Il est donc vain d'attendre un geste effectif de solidarité de n'importe laquelle des grandes centrales syndicales du mouvement ouvrier métropolitain. Chacune d'elles est inféodée à quelque chose et toutes font bloc avec l'impérialisme. Au point de prendre les effets pour la cause. Ainsi, c'est la faute à la guerre d'Algérie si les salaires sont coincés par les prix, mais on ne fait rien pour arrêter la guerre. Pis, on s'en prend aux Arabes.

D'après un rapport de la Mission de France, publié par **Témoignage Chrétien** du 14 mars dernier, il résulte d'une enquête faite dans différents secteurs qu'il y a dans les populations françaises un refus quasi-général ou une incapacité de juger sainement des problèmes posés par la guerre d'Algérie, « et que les passions racistes vont croissant ».

SYNDICALISME SANS BOUSSOLE

Voilà où en est réduite la classe ouvrière française. L'ennemi n'est plus le bourgeois, son maître, que le syndicalisme a pour raison d'être de combattre et d'abattre ; non, l'ennemi c'est le travailleur colonial.

Si le travailleur français n'était pas aveuglé par le mépris, il verrait que le nationalisme colonial n'est nullement une fin en soi. « Je ne l'admets, dit l'écrivain algérien Kateb Yacine, que dans une perspective révolutionnaire. Il doit être le moyen d'une émancipation totale qu'il nous faudra édifier tous les jours, le visage tourné vers l'avenir.

« ...Je préfère espérer... que notre lutte pour un monde meilleur ne se limite pas à l'Algérie, que la France en tire sa propre leçon et qu'en scrutant avec attention l'autre rive de la Méditerranée, elle y trouve, comme dans un miroir, ses propres idéaux perdus. »

Comme nous voudrions partager l'espoir de Kateb Yacine !

Malheureusement, la classe ouvrière métropolitaine va à la dérive, depuis qu'elle a perdu sa boussole : le Syndicalisme révolutionnaire.

Et cette perte la condamne à toutes les déchéances, jusqu'à la régénération de l'Europe par les peuples d'Asie et d'Afrique.

En eux seulement, nous mettons notre espoir.

J.-P. FINIDORI.

Il est contre la nature des choses qu'un peuple soit à jamais gouverné par un autre qu'une vaste mer ou une grande distance en sépare. On peut affirmer qu'à la longue cette cause constante, se joignant sans cesse aux causes variables qui agissent dans le même sens et que la suite des temps développe, finira par en trouver d'assez fortes pour rendre au peuple soumis son indépendance naturelle, ou pour le réunir à un Etat puissant qui lui soit contigu.

(Essai philosophique sur les probabilités.)

LAPLACE.

Faits et documents

La réunion constitutive du Kominform

Le Figaro *des* 28, 29 *et* 30 *avril*, 3 *et* 4 *mai* 1958 *a publié les révélations d'Eugenio Reale sur la réunion constitutive du Kominform, tenue à Sklarska Poreba en Pologne, du 22 au 27 septembre* 1947. *On les retrouvera dans un livre édité par la librairie Plon dans sa collection historique : « Avec Jacques Duclos au banc des accusés ».*

Quelques extraits significatifs inciteront sans doute nos amis à lire le texte intégral de cette redoutable confession publique.

...Togliatti, pressentant peut-être les critiques et les attaques dont notre parti allait être l'objet, avait répondu que son état de santé lui interdisait un voyage aussi fatigant et que, fort probablement, les délégués du P.C.I. à la conférence seraient Longo et Reale.

Le lendemain, en présence de Secchia, alors secrétaire adjoint du parti et chef de la section de l'organisation, Togliatti nous recommanda, à Longo et à moi-même, de souligner, lors de la conférence, le rôle dirigeant qu'avaient joué les communistes dans les formations de partisans, ainsi que l'importance des effectifs du parti qui, de ce point de vue, était certainement le plus fort d'Europe et même le plus fort parti communiste après le parti soviétique.

« Si l'on nous reprochait de n'avoir pas su prendre le pouvoir ou de nous être laissé exclure du gouvernement — nous dit-il en nous congédiant — eh bien ! vous leur direz que nous ne pouvions tout de même pas transformer l'Italie en une nouvelle Grèce ; et cela non seulement dans notre intérêt, mais encore dans celui des Soviétiques eux-mêmes. »

A l'arrivée à la frontière polonaise...

Quelqu'un entra dans le compartiment du wagon-couchette : c'était le général Komar, chef des services de sécurité de l'armée, qui nous souhaitait la bienvenue au nom du Comité central du parti ouvrier polonais. Je le connaissais déjà, l'ayant rencontré lorsque j'avais été ambassadeur à Varsovie, et il avait été avec Longo à l'état-major des brigades internationales en Espagne. Jeune, sympathique, résolu, Komar devait être arrêté dans les années qui suivirent notre rencontre à cette occasion ; accusé de complicité avec Gomulka et Spychalski, il avait été torturé et gardé très longtemps en prison sans jugement. Fait à peu près unique, l'ancien combattant d'Espagne ne se défendit pas, ne proclama pas son innocence, au contraire : il soutint qu'il avait effectivement ourdi une conspiration avec Bierut et Minc, Berman et Radkiewicz. Il ajouta que, lors du procès, il reconnaîtrait publiquement ses fautes et dénoncerait tous ses complices, qu'il avouerait pour soi et pour tous les autres. Il est évident que pareil accusé ne pouvait pas être jugé publiquement ; on le garda donc en prison sans plus jusqu'à l' « octobre polonais » de 1956, lorsque, définitivement réhabilité, il fut fait lieutenant-général et devint commandant de la garnison de Varsovie.

Reale donne quelques détails sur le régime prolétarien des hôtes polonais.

Les trois repas quotidiens comportaient huit ou dix plats, sans compter, bien entendu, le caviar et les hors-d'œuvre les plus raffinés, les fruits exotiques les plus rares et une grande variété de vins et de liqueurs. Chaque jour, en outre, une surprise, un cadeau, nous attendait dans notre chambre : un pyjama ou un peignoir, une valise, un appareil photographique ou, même, un complet de ville.

Une explication ensuite du « complexe d'infériorité » du parti polonais.

En 1938, à l'instigation de Togliatti surtout, alors secrétaire général adjoint de l'Internationale communiste, le parti polonais avait été dissous et ses principaux dirigeants, attirés à Moscou sous prétexte d'une réunion, avaient été inculpés d'espionnage et de trahison et assassinés sans autre forme de procès. Seul, Gomulka, qui n'avait pas pu se rendre à Moscou puisqu'il avait été arrêté par la police de Pilsudski quelques mois plus tôt, et Bierut, dont le rôle dans cette mystérieuse affaire n'a jamais pu être défini, avaient survécu. Ce forfait terrible et sans précédent dans l'histoire du communisme mondial, avait creusé entre les deux partis un fossé qui ne pouvait être comblé et qui, en fait, ne l'a jamais été. D'autres événements s'étaient encore produits : les terribles journées qui avaient précédé la guerre, l'accord Molotov-Ribbentrop, la malheureuse nation d'abord abandonnée à elle-même, puis envahie, déchirée, partagée entre nazis et bolcheviques. Il y avait eu encore la guerre et l'héroïque insurrection de Varsovie, la ville détruite et le massacre de la population, tandis qu'au-delà de la Vistule, à quelques kilomètres, l'armée rouge assistait, indifférente, au carnage. Il y avait eu, enfin, le macabre épisode de Katyn où des milliers de jeunes Polonais avaient été sauvagement assassinés et entassés dans les fosses d'un immense cimetière creusé dans la forêt. C'étaient là des faits qu'aucun Polonais, même communiste, ne pouvait effacer de sa conscience et qui jetaient une ombre sinistre de méfiance sur les rapports entre les deux pays.

***

Quelques figures marquantes n'étaient pas au rendez-vous de Sklarska Poreba : Dimitrov, malade et qui allait mourir sous peu ; Togliatti, entre tous le plus cynique et le plus malfaisant, dont la cauteleuse fourberie avait déterminé l'absence. En revanche, Jdanov et Malenkov, qui n'avaient jamais pris une part bien active à la direction de l'ancien Komintern et dont, en quelque sorte, la responsabilité n'était pas engagée à l'égard des camarades polonais, étaient venus.

Dès la première séance, le but principal de la réunion était défini par Jdanov lui-même :

Jdanov insista surtout sur les dangers d'une nouvelle guerre, sur les plans d'agression de l'impérialisme américain contre la Russie et les pays de démocratie populaire, sur la lutte qu'il y avait lieu de mener par tous les moyens, et avec la plus grande énergie, contre la politique de Truman et contre le plan Marshall, qui tendaient l'une et l'autre à l'asservissement de l'Europe, enfin sur les erreurs commises par certains partis communistes pendant et après la guerre.

Et puis l'on sut comment les partis communistes partagent le pouvoir avec les représentants d'autres partis grâce à l'exposé d'un délégué hongrois, Revai :

Lorsque Revai affirma, de l'air le plus candide, que le secrétaire du parti des paysans était... inscrit au parti communiste, que l'un des deux ministres de ce même parti était communiste, de même que quinze de ses députés sur trente-deux, je tombai de haut. Comment était-il possible que le secrétaire d'un parti fût inscrit à un autre parti ? Il était évident que ma propre logique était à cent lieues de la logique marxiste ou, tout au moins, de la logique stalinienne. Aussi, lorsque Revai ajouta que sur treize ministres on comptait quatre socialistes, quatre petits paysans, deux représentants du parti paysan et... sept communistes, j'eus de nouveau un haut-le-corps. De toute évidence, mon arithmétique était bien différente de l'arithmétique communiste.

L'offensive contre les Italiens et les Français avait été soigneusement préparée avant l'arrivée des délégués de ces deux partis. Le machiavélisme stalinien lançait d'abord les Yougoslaves promis à une excommunication proche.

Kardelj, après avoir dit :

Le prétendu développement pacifique de la Yougoslavie vers le socialisme ne put commencer que lorsque le parti, à la suite d'une lutte sanglante, au cours de laquelle des centaines de milliers d'hommes avaient été tués, prit résolument la tête du pays... *passa à l'attaque. En conclusion il*

affirma que les partis communistes occidentaux n'avaient aucun intérêt à soutenir les efforts de reconstruction industrielle de leur pays respectif et à participer à la lutte contre les difficultés économiques.

Bien des années plus tard, à Belgrade, Kardelj lui-même me raconta que cette attaque, aussi violente et, au fond, tellement injuste, avait été préparée en accord avec Jdanov et Malenkov qui avaient assigné le principal rôle aux délégués yougoslaves.

Farkas, délégué hongrois (actuellement en prison), sinistre individu, sorte de loup enragé, hurla contre Duclos et les Français, accusa les Italiens de « crétinisme parlementaire », qui ne comprenaient pas encore que leur principal devoir était de saboter le relèvement de leur pays.

Il fallait surtout, et Farkas le déclara sans ambage, opposer le maximum d'obstacles à l'aide américaine aux pays ruinés par la guerre, dès l'instant que cette aide représentait la plus grande entrave à la politique communiste, le plus grand danger pour l'Union soviétique.

Ce fut ensuite une âpre intervention de Djilas que Reale salue cependant comme « un magnifique combattant de la liberté, emprisonné aujourd'hui à Belgrade pour délit d'opinion ».

Selon Djilas, le parti communiste français ne connaissait aucune discipline, chacun pouvait y entrer ou en sortir comme bon lui semblait, les membres du parti ne se considéraient liés par aucun engagement, un seul mot d'ordre y était suivi : celui qui tendait à l'augmentation des effectifs.

Les communistes français auraient dû savoir que la bourgeoisie était au pouvoir et que le Parlement est l'une des formes de ce même pouvoir.

La protestation de Jacques Duclos ne manque pas de saveur :

Jamais je n'ai assisté et n'assisterai certainement jamais à un spectacle plus révoltant. Le secrétaire du parti communiste français se comporta comme un petit boutiquier qui aurait été pris en fraude : il se prosterna, s'humilia, reconnut ses erreurs, se perdit en excuses, multiplia les promesses. Petit, rouge comme un coquelicot, la voix tremblante, serrant frénétiquement ses mains, Duclos fit une autocritique des plus plates et lamentables.

Duclos. — Nous sommes d'accord avec Jdanov en ce qui concerne les critiques à l'égard des partis communistes français et italien, de nos erreurs dans la situation présente. Que devons-nous faire maintenant pour corriger ces erreurs ?

Malenkov. — Nous voudrions que Duclos précise brièvement ses conclusions, qu'il nous dise quelles sont les erreurs qui ont été commises par la direction du P.C.F.

Duclos. — Nous sommes conscients de ce que le P.C.F. a mené une lutte insuffisante lorsqu'il était au gouvernement. Les raisons de cette faiblesse doivent être recherchées dans une erreur d'appréciation de l'évolution de la situation en France. Notre parti est placé devant une grande épreuve. Vous pouvez lui faire confiance...

En fin de compte, Duclos était d'accord sur tout.

Ayant été invité par Malenkov à faire un exposé précis de ses erreurs (« Nous voudrions que Duclos précisât clairement ses conclusions ; qu'il nous dît quelles sont les erreurs qui ont été commises par la direction du parti communiste français »), le pauvre Duclos se lança, ainsi qu'on le lui avait demandé, dans une analyse détaillée et circonstanciée de ses propres fautes, non seulement présentes, mais récentes et passées. A la fin de son pénible exposé, le petit pâtissier obèse soufflait et haletait comme un jeune taureau.

CERCLE ZIMMERWALD

Djilas et « la nouvelle classe »

La publication en Amérique du livre de Djilas, paru en France sous le titre : « La nouvelle classe dirigeante », a valu à l'auteur d'être emprisonné chez Tito. André Prudhommeaux est venu le 20 avril nous présenter ce livre, dont il a établi la version française, et ses propres réflexions.

Le titre de la version anglaise est simplement : la nouvelle classe. Et Prudhommeaux, qui n'a pas choisi le titre français, remarque qu'il s'agit dans l'esprit de Djilas non seulement d'une nouvelle classe dirigeante mais véritablement d'une nouvelle classe possédante.

Du fait que Djilas est en prison son livre prend un intérêt particulier, mais c'est autre chose qu'un témoignage qu'il a entendu apporter ; formé à l'école du marxisme, il a voulu écrire un livre de doctrine.

Certes, la classe des nouveaux exploiteurs se reconnaît à son genre de vie, au statut privilégié qu'est le sien au sommet de la hiérarchie sociale et qui équivaut à ce qu'est la richesse dans la société capitaliste. A cet égard Djilas la dénonce en **moraliste**. C'est un homme qui a rompu avec son passé et qui lutte avec ce passé.

Mais, pour significatif que soit cet aspect de son livre, là n'est pas l'important aux yeux de Djilas. Ce n'est pas la part prélevée sur le revenu national qui peut définir une classe. Djilas a voulu parler en sociologue de ce qu'il appelle une nouvelle classe et c'est là-dessus que, selon Prudhommeaux, il convient de réfléchir.

Maîtresse absolue de l'économie, la nouvelle classe est, aux yeux de Djilas, une classe bureaucratique. Mais il s'agit de la haute bureaucratie. Marx, qui avait employé le terme de classe à propos de la bureaucratie, n'avait pas distingué entre haute et basse bureaucratie. C'est de l'appareil du parti communiste qu'est issue la nouvelle classe. Djilas la montre naissant de la révolution.

Si on considère la Révolution française comme une révolution bourgeoise, on doit se rendre compte que la classe bourgeoise s'était constituée **avant** qu'elle ne s'emparât du pouvoir politique, avant la Révolution — et non après, comme ce fut le cas en Yougoslavie, selon Djilas, pour ce qu'il appelle la nouvelle classe.

Et quel sens donner, dans la perspective que nous ouvre Djilas, à la vue marxiste d'une révolution faisant disparaître les classes ? Dans quelle mesure peut-on se représenter une telle disparition comme l'absorption de la société tout entière dans le prolétariat ? C'est l'occasion pour Prudhommeaux de rappeler qu'à cette notion d'une disparition des classes Bakounine avait opposé celle d'une égalisation des classes.

Rien ne pouvait mieux amorcer une discussion que les réflexions de Prudhommeaux. Le règne de la nouvelle classe dont parle Djilas évoque dans l'esprit de Guilloré l'ère des directeurs annoncée par Burnham ; ce que décrit Djilas est-il rien d'autre que le capitalisme d'Etat ? Boston considère que l'importance du livre de Djilas est historique plutôt que doctrinale : l'analyse qu'on y trouve laisse à désirer, mais c'est la première fois qu'on entend à l'Est un homme parler authentiquement au nom des exploités — à la différence de ceux qui se mettent à leur tête et les trahissent, comme c'est le cas aujourd'hui en Pologne. Ce qui est sensible aussi, selon Barton, tout au long du livre de Djilas, c'est la manière dont l'appareil communiste impose aux réalités sociales un schéma prédéterminé. Chambelland considère que la seule question demeurant aujourd'hui posée est celle de la domination du monde par la Russie ou par les Etats-Unis, et que cette question enlève beaucoup de son intérêt au témoignage de Djilas, avec ce qu'il a de personnel et de local. Monatte rappelle que Djilas entra dans la lutte révolutionnaire au moment où l'objectif des hommes d'octobre avait déjà été abandonné : à la révolution sociale on avait substitué la révolution industrielle ; là est l'origine du mal dénoncé par Djilas.

Prudhommeaux clôt la discussion en prenant soin de nous ramener au propos de Djilas : une nouvelle classe est née, au lendemain de la Révolution, de l'appareil du Parti. A Monatte, entre autres, il fait remarquer qu'au lieu de dire qu'à l'Est la révolution industrielle a été substituée à la révolution sociale, on pourrait dire qu'en Yougoslavie comme dans tous les pays où une révolution sociale a porté les communistes au sommet de la hiérarchie, c'est pour maintenir leur puissance et leurs privilèges qu'ils ont imposé une révolution industrielle.

LES FAITS DU MOIS

MARDI 1er AVRIL. — Grève des **Services publics** : S.N.C.F., R.A.T.P., Fonction publique, etc.
A **Brunswick** (Allemagne de l'Ouest) grève contre les armes atomiques.
Elections **canadiennes** : raz de marée conservateur.

MERCREDI 2. — M. Khrouchtchev arrive à **Budapest.**
L'Espagne transfère le **Maroc méridional** au gouvernement de Rabat.
Clôture des congrès des syndicats autonomes de **l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement technique** — et du congrès du **Syndicat Général de l'Education Nationale** (C.F.T.C.).

JEUDI 3. — MM. Murphy et Beeley sont repartis pour **Tunis.**
A **Cuba**, les rebelles marchent sur Santiago.

MARDI 8. — Manifestation de marcheurs **anglais** devant l'usine atomique d'Aldermaston.

MERCREDI 9. — Conférence de MM. Gaillard et Pineau avec les ambassadeurs des « **Bons offices** ».
Signature de l'accord commercial entre **l'U.R.S.S.** et **l'Allemagne de l'Ouest.**
Bagarres sanglantes à **La Havane (Cuba).**

JEUDI 10. — A Marseille, congrès de **l'Union nationale des Etudiants.**
La République **argentine** rompt les relations diplomatiques avec la République Dominicaine.

VENDREDI 11. — Grève générale à **Chypre** contre la répression.
Grève de 24 heures **dans les Mines.**

SAMEDI 12. — Le gouvernement accepte les résultats obtenus par MM. Murphy et Beeley à **Tunis.**

DIMANCHE 13. — Clôture du Comité National de la **C.F.T.C.**

LUNDI 14. — Congrès des **syndicats polonais.**

MARDI 15. — Conférence des **Etats africains indépendants.**
Relèvement de 4 % des salaires des personnels à la **Sécurité Sociale.**

MERCREDI 16. — **L'Assemblée Nationale** par 321 voix contre 255 renverse le gouvernement Gaillard, à propos des « bons offices » dans l'affaire tunisienne.
Dissolution du gouvernement **marocain** de M. Bekkaï.
Réunion à Paris des ministres de la **Défense de l'O.T.A.N.**

JEUDI 17. — Explosion d'une grenade au consulat **des Etats-Unis à Alger.**
Les élections aux comités de **Grande-Bretagne** marquent un important succès pour les travaillistes.

SAMEDI 19. — Renversement du gouvernement **finlandais**, à la Diète, par 143 voix contre 50.
Entrevue des représentants **C.G.T. et C.F.T.C.**

DIMANCHE 20. — Elections **cantonales.** Stabilité relative.

MARDI 22. — Ouverture à Lubljana du congrès des **communistes yougoslaves** : le parti soviétique n'est pas représenté. Le maréchal Tito condamne la politique stalinienne.
Au Conseil de Sécurité de **l'O.N.U.**, l'U.R.S.S. retire sa plainte contre le vol des bombardiers américains.
Vague de grève dans plusieurs secteurs **italiens** (agriculture, mines, fonctionnaires des assurances sociales).
Une conférence de 22 centrales nationales **d'Etudiants** réunie à **Londres** proteste contre la dissolution de l'Union générale des étudiants musulmans en France.

MERCREDI 23. — **M. Georges Bidault** désavoué par son parti le M.R.P. renonce à former le gouvernement.
En **Indonésie**, Padang, capitale des rebelles, est tombée.

JEUDI 24. — M. Khrouchtchev annonce que **l'U.R.S.S.** renonce aux expériences nucléaires et invite les Etats-Unis et la Grande-Bretagne à l'imiter.
Réunion à Tanger des représentants de **l'Istiqlal**, **du Néo-Destour et du F.L.N.**

VENDREDI 25. — L'Assemblée représentative de **Madagascar** réclame un statut de république autonome dans une Union française fédérale.
A **Strasbourg** session de l'Assemblée des **Nations captives d'Europe.**

SAMEDI 26. — Constitution en **Finlande** d'un cabinet de techniciens.
Dissolution du **Parlement belge.**

DIMANCHE 27. — Scrutin de ballotage des **élections cantonales** : le M.R.P. gagne 27 sièges, les communistes en perdent 31.
Elections au **Togo** : les partis nationalistes arrivent en tête.
Elections municipales **sénégalaises** : succès du parti du Regroupement africain.

MARDI 29. — Réception à Moscou du **président Nasser.**

MERCREDI 30. — La conférence de **Tanger** aboutit à un appui renforcé de l'Istiqlal et du Néo-Destour au F.L.N.
Résolution sur **l'Algérie** du bureau de l'Internationale socialiste.

D'où vient l'argent ?

MOIS D'AVRIL 1958

RECETTES

Abonnements ordinaires	45.040	
Abonnements de soutien	22.810	
		67.850
Souscription		4.834
Vente « R.P. »		2.345
— « Trois Scissions syndicales »		7.990
— « Est-ce que le Bâtiment va ? »		1.200
Remboursement (1er versement), par l'Union des syndicalistes, des frais d'impression de la brochure de Dichamp : « Est-ce que le Bâtiment va ? »		20.000
Divers		5.522
		109.741
En caisse à fin mars		199.581
		309.322

DEPENSES

Impression et papier (« R.P. » d'avril 1958)		91.792
Frais d'expédition		5.171
Frais généraux		8.000
Téléphone		3.760
Frais d'impression de la brochure de Dichamp		49.000
Divers		1.000
		158.723
En caisse à fin avril :		
Espèces	39.283	
Chèques postaux	111.316	
		150.599
		309.322

LA SOUSCRIPTION

Gustave Bailot (Eure-et-Loir) 300 ; Paul Boissel (Ardèche) 200 ; Joseph Bracops (Belgique) 500 ; Robert Détroit (Seine-et-Oise) 100 ; Mme et M. François (Allier) 300 ; Pierre Gamache (Isère) 300 ; Robert Grimm (Moselle) 310 ; Georges Larkin (Seine-et-Oise) 300 ; Dr Jean Lefèvre (Seine-et-Oise) 1.000 ; Fernand Martin (Drôme) 300 ; Mme Soulacroix (Allier) 300 ; Van Reusel (Belgique) 924. — Total : 4.834 francs.

LES ABONNEMENTS DE SOUTIEN

Marcel Bayard (Seine-et-Oise) 2.000 ; Mme Denise Caminade (Seine) 2.000 ; Pierre Chambon (Paris) 2.000 ; Maurice Duval (Paris) 2.000 ; Nicolas Faucier (Paris) 2.000 ; A. Jouveshomme (Seine-et-Oise) 2.000; Marcel Lancia (Jura) 2.500 ; Pierre Métayer (Seine-et-Oise) 2.000 ; Louis Simon (Seine) 2.000 ; Sindbad 2.000 ; Paul Sirieix (Rhône) 2.310. — Total : 22.810 francs.

Le gérant : J.-P. FINIDORI  Editions Polyglottes, 232, rue de Charenton